



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Association of
Former UNESCO
Staff Members

Association des
anciens fonctionnaires
de l'UNESCO

Lien Link

numéro
number **130**
2017

MARIA MONTESSORI

L'odyssée du COURRIER de L'UNESCO se poursuit

PAROLES D'EXIL

EDUARDO PORTELLA : in memoriam

Nouvelle stratégie pour l'AFRIQUE

PICASSO et les arts premiers

DOSSIER Le patrimoine en péril

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES DE L'UNESCO
ASSOCIATION OF FORMER UNESCO STAFF MEMBERS

Accueil

	De 10h30 à 12h30	De 15h à 17h
Lundi	■ Sur rendez-vous uniquement	■ Activités culturelles et loisirs : Josette Erfan
Mardi	■ Sur rendez-vous uniquement	■ Pensions et fiscalité / CAM et assurances complémentaires : Yolaine Nouguier ■ Périodique <i>Lien</i> : Monique Couratier*
Mercredi	■ Sur rendez-vous uniquement	■ Club de l'Amitié : Dina Zeidan
Jeudi	■ Activités culturelles et loisirs : Josette Erfan	■ Pensions et fiscalité / CAM et assurances complémentaires / Questions sociales et Fonds de solidarité / : Josiane Taillefer ■ Périodique <i>Lien</i> : Monique Couratier*
Vendredi	■ Permanence du Président : Georges Kutukdjian*	■ Permanence du Président : Georges Kutukdjian*

* Il est préférable de prendre rendez-vous par téléphone au **01 45 68 46 55/53**

Reception

	From 10.30 am to 12.30 am	From 3 pm to 5 pm
Monday	■ Only on appointment	■ Cultural and Leisure Activities: Josette Erfan
Tuesday	■ Only on appointment	■ Pensions & Taxation MBF & complementary insurances: Yolaine Nouguier ■ Periodical <i>Link</i> : Monique Couratier*
Wednesday	■ Only on appointment	■ Club de l'Amitié: Dina Zeidan
Thursday	■ Cultural and Leisure Activities : Josette Erfan	■ Pensions & Taxation / MBF & complementary insurances / Social Questions and Solidarity Fund: Josiane Taillefer ■ Periodical <i>Link</i> : Monique Couratier*
Friday	■ President on duty: Georges Kutukdjian*	■ President on duty: Georges Kutukdjian*

* It is advisable to make an appointment by calling **01 45 68 46 55/53**

LIEN/LINK

Directeur de la publication : Georges Kutukdjian, Président AAFU/AFUS

Rédactrice en chef : Monique Couratier

Secrétariat de la rédaction et mise en page : Agnès van den Herreweghe

Conception graphique et iconographie : Ivette Fabbri

Comité de rédaction

Frances Albernaz, Christine Bruyère, Maha Bulos, Doudou Diène, Josette Erfan,

Neda Ferrier, Patrick Gallaud, Malcolm Hadley, Ali Kazancigil,

Elizabeth Khawajkie, Laurent Lévi-Strauss, Jacques Richardon,

Françoise Rivière, Mouna Samman, Wolfgang Vollmann

Bureau 6 bis 2.04 – UNESCO – 1 rue Miollis – 75732 Paris Cedex 15 – France

Tél : 01 45 68 46 53/55 – e-mail : afus@unesco.org – www.afus-unesco.org/

Photo de couverture : Yukio Imamura, "Cambria 202173", 142.5 x 289 cm. Donated by the artist in 2001.

Photo © : UNESCO/P. Lagos.

La chronique du Président / A Word from the President

L'UNESCO hier et aujourd'hui / UNESCO Past and Present

Figures de l'UNESCO

- Maria Montessori: Releasing the Treasure Within, *Frances Albernaz* 5

Focus

- Le retour des humanités, *Ali Kazancigil & John Crowley* 7

Décryptages

- History and Future of the United Nations Peace Work, *Jens Boel* 10

Dossier

- Le patrimoine en péril, *Mounir Bouchenaki & Francisco Bandarin* 12

Diagonales

- 1947-2017, l'odyssée du *Courrier de l'UNESCO* se poursuit, *Patrick Gallaud* 18

UNESCO Treasures

- Yukio Imamura: In Perpetual Motion, *Maha Bulos* 20

Le Forum des membres / Members' Forum

Kaléidoscope

- "To Have Another Language is to Possess a Second Soul", *Ariane Bailey* 21

Parole de femmes

- Mimi Barthélémy, *Cécile Duvelle* 22

Nos auteurs

- *Paroles d'exil*, *Marianne Boscher-Gontier* 23

Santé et société

- Le bien-être et la santé au travail, *Pr Jean-Pierre Olier* 24

Carnet

In memoriam

- Eduardo Portella, *Federico Mayor Zaragoza* 27
- Italo Manzi, *Graciela Beatriz Brenna* 28
- Sacha Andreyev, *Oscar Larrauri* 29

L'AAFU et les Associations sœurs / AFUS & Sister Associations

Ensemble

- Assemblée générale de l'AAFU (16 mai 2017), *Yolaine Nouguier* 30

Club de l'Amitié

- Temps et mémoire : le Journal intime, *Georges Kutukdjian* 31

Club Mémoire et Avenir

- Une nouvelle stratégie pour l'Afrique. Entre émergence et transformation,
Édouard Matoko & Henri Lopes 33

Nos sorties

- Face à face : Picasso et les arts premiers, *Monique Couratier* 36

La chronique du Président

The President's Column



© I.F.

Certificat d'ayant-droit

Tous les ans, la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU) adresse aux bénéficiaires d'une pension des Nations Unies un Certificat d'ayant-droit pour s'assurer qu'ils ont toujours droit à pension. L'envoi du certificat se fait à la fin mai. Le 31 mai de cette année, le Secrétariat de la Caisse a expédié 58 697 lettres, par la poste ou la valise diplomatique. Compte tenu du volume de cette correspondance, le certificat peut prendre quelque temps avant de vous parvenir. Néanmoins, vous êtes censés le dater et le signer au plus tard le 15 septembre 2017. Si votre certificat, dûment daté et signé, n'a pas été reçu au Secrétariat de la Caisse le 31 décembre 2017, le règlement de votre pension peut être suspendu.

Si vous n'avez pas reçu votre certificat avant le 1^{er} septembre, veuillez prendre contact avec le Secrétariat de la Caisse ou avec l'AAFU. Veuillez noter que le certificat nous rappelle de confirmer notre pays de résidence. Au cas où vous auriez déménagé, vous devez en informer le Secrétariat de la Caisse en fournissant les informations nécessaires.

Chaque année, l'AAFU reçoit du Secrétariat de la Caisse une liste de plus de cent personnes vivant en France, qui n'ont pas retourné leur certificat. Le Comité exécutif et des volontaires passent plusieurs semaines à essayer d'identifier et de joindre ces collègues (non seulement des retraités de l'UNESCO mais aussi de l'ONU et des autres agences) et de leur rappeler qu'ils doivent retourner leur certificat dûment daté et signé. Cela est souvent difficile. Les progrès de la science et de la médecine ont amélioré l'espérance de vie mais pas toujours la qualité de vie qui devrait l'accompagner. Ainsi, certains de nos collègues, qui résident dans des maisons de retraite, ne reçoivent plus de courrier et n'ont plus de famille proche. Même s'ils ont reçu leur courrier, dans certains cas, ils ne sont plus en mesure d'y répondre. En bref, avec l'aide du Secrétariat de la Caisse des pensions, les associations d'anciens fonctionnaires des Nations Unies devraient élaborer une procédure propre à pallier ces situations, en respectant les droits de nos collègues vieillissants.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU)

Suite aux élections au Comité commun des pensions du personnel des Nations Unies, (en quelque sorte l'équivalent du Comité local des pensions de l'UNESCO), un message a été émis le 2 mai 2017, indiquant que deux membres du personnel de la CCPPNU avaient été élus en tant que représentants des participants. Le conseiller juridique de l'ONU avait émis l'opinion, en 1992, qu'il

Certificate of entitlement

Every year, the United Nations Joint Staff Pension Fund (UNJSPF) sends to all beneficiaries of a UN pension a Certificate of Entitlement (CE) to ascertain that they continue to be entitled to receive a pension. The CE mailing takes place at the end of May. Hence, the mailing took place this year on 31 May, and approximately 58,697 letters were sent out from the UNJSPF Secretariat via postal services or the UN Diplomatic Pouch Service. Considering the bulk of correspondence, the CEs may take some time to reach you. However, you are expected to date, sign and return them no later than 15 September 2017. If your CE, duly dated and signed, has not reached the Pension Fund Secretariat by 31 December 2017, the subsequent benefit payments may be suspended.

If you have not received your CE before September 1st, 2017 please contact the Pensions Fund Secretariat or AFUS. Please note that the CE reminds all of us to confirm our country of residence. Should you have moved, please inform the Pension Fund Secretariat accordingly, providing the necessary information.

Every year AFUS receives from the Pension Fund Secretariat a list of over one hundred beneficiaries living in France who have not returned their CE. The Executive Committee members and volunteers spend several weeks in trying to identify and reach these colleagues (not only retirees from UNESCO but of the UN and other agencies) and remind them that they should return their CE duly dated and signed. Very often we encounter difficulties. Scientific and medical progress has improved life expectancy, but has not always challenged the quality of life that should go alongside. Therefore, some of our colleagues are in nursing homes, they no longer receive their mail and have no close family. Even if they received their mail, in certain cases they would not be in a position to answer such correspondence. In brief, with the assistance of the Pension Fund Secretariat, associations of former UN staff members should devise a procedure that could address such situations appropriately, respecting the rights of our aging colleagues.

United Nations Joint Staff Pension Fund (UNJSPF)

Following the elections on the United Nations Joint Staff Pension Committee (somehow equivalent to the UNESCO Local Pension Committee), a message was broadcasted on 2 May 2017, indicating that two staff members of the UNJSPF had been elected as Participant Representatives. The UN Legal Counsel had issued an opinion in 1992 that it is a conflict of interest for a staff member serving on the Pension Fund Secretariat to

y a conflit d'intérêt lorsqu'un membre du personnel du Secrétariat de la Caisse des pensions est appelé à servir au Comité des pensions et, par conséquent, au Conseil des pensions.

Le Comité permanent du Comité mixte des pensions du personnel des Nations Unies s'est réuni le 8 juin 2017 afin d'examiner la situation. Étant donné que l'Administrateur de la Caisse exerce ses responsabilités sous l'autorité du Comité mixte des pensions dont il est le Secrétaire et qu'il assure le Secrétariat du Comité commun des pensions, les deux membres du personnel travaillant sous son autorité ne peuvent être membres élus du Comité commun des pensions.

En raison du conflit d'intérêt, le Comité permanent, réuni sous la présidence de Vladimir Yossifov, a décidé que ces deux membres du personnel ne peuvent avoir accès aux documents du Comité mixte des pensions, ne peuvent participer à la préparation des documents en question, ni participer aux réunions du Comité mixte, de ses sous-comités ou groupes de travail. Le Comité permanent a également chargé le Secrétariat de la Caisse des pensions de rédiger un texte éclaircissant les conflits d'intérêt et de le soumettre à la considération du Comité mixte des pensions à sa prochaine session (Vienne, 2017).

De même, les organisations (dont l'UNESCO) qui participent au Comité des pensions devraient prendre des mesures similaires afin d'éviter le conflit d'intérêt. Voilà une sage ligne de conduite et nous devrions en tirer des leçons pour l'UNESCO dans le cas de nombreuses commissions, comités ou conseils statutaires, qu'ils soient paritaires ou non. Il est vrai que les règles de procédure de ces organes excluent rarement des candidats en raison des fonctions qu'ils exercent. Souvent, la seule exigence est d'être membre du personnel. Parfois, les candidats élus à des organes consultatifs, seraient, en raison de leurs responsabilités, « juge et partie » sur des questions et des cas qu'ils auraient à traiter. Il serait sûrement utile de passer au peigne fin les règles de procédure de tous ces organes afin d'exclure les conflits d'intérêt.

80^{ème} anniversaire de Koïchiro Matsuura

L'AAFU célébrera le 80^{ème} anniversaire de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO de 2000 à 2009. Cette cérémonie d'une journée se tiendra le 17 ou 18 mai 2018. Un Comité d'organisation a été constitué afin d'établir le programme, en étroite consultation avec K. Matsuura. Le Président de l'AAFU préside ce Comité d'organisation mais les responsabilités essentielles sont partagées entre Cécile Duvelle, Secrétaire du Comité, et les membres de ce dernier : Noriko Aikawa, Rouhban Badaoui, Julius Banda, Marcio Barbosa, Christine Bruyère, Monique Couratier, Neda Ferrier, Carol Holmey, Yayoi Umehara, Emiko de Marmier-

also serve on the Pension Committee and consequently on the Pension Board.

The Standing Committee of the United Nations Joint Staff Pension Board met on 8 June 2017 and examined this situation. Since the Chief Executive Officer of the Fund performs his duties under the authority of the Pension Board and serves as Secretary of the Pension Board and provides the Secretariat of the Pension Committee, two staff members working under his authority cannot serve as elected members of the Pension Committee.

Under the chairmanship of Vladimir Yossifov, in view of the conflict of interest, the Standing Committee decided that these two staff members cannot be given access to the Pension Board documents, cannot participate in the preparation of these documents, nor participate in the Pension Board meetings or subcommittees or working groups. The Standing Committee also requested the Pension Fund Secretariat to draft a clarifying text on conflict of interest and submit it to the consideration of the Pension Board at its next meeting in Vienna (2017).

Similarly, member organizations participating in the Pension Board (UNESCO being one of them), should take similar steps in order to avoid conflict of interest. This is indeed a very wise course of action and we should draw some lessons for UNESCO in the case of a number of statutory commissions, committees or boards, joint or otherwise. True enough the rules of procedure of such bodies seldom exclude candidatures on grounds of functions. Often the only requirement is that candidates are staff members. At times, if elected candidates to consultative bodies, in view of the mandate of such bodies, could be "judge and party" in the exercise of the responsibilities, there should be a restricting clause concerning possible conflict of interest. Surely, it would be useful to scan the rules of procedure of all such bodies in order to identify possible conflicts of interest.

80th birthday of Koïchiro Matsuura

AFUS shall celebrate the 80th birthday of Koïchiro Matsuura, Director-General of UNESCO from 2000 to 2009. This one-day celebration will be held on 17 or 18 May 2018. An Organizing Committee has been set up in order to design the programme, in close consultation with K. Matsuura. The President of AFUS chairs this Organizing Committee but the essential responsibilities are shared by Cécile Duvelle, Secretary of the Committee, as well as by its members: Noriko Aikawa, Rouhban Badaoui, Julius Banda, Marcio Barbosa, Christine Bruyère, Monique Couratier, Neda Ferrier, Carol Holmey, Yayoi Umehara, Emiko de Marmier-

Murai, Serguei Novikov, Sadaichiro Okajima, Krista Pikkat, Genc Seiti, Amita Vohra.

Le but de cette célébration est de rendre hommage à K. Matsuura, de souligner ses réformes et améliorations innovantes ainsi que de souligner les principales réalisations du programme. Ces dix premières années du 21^e siècle ont été riches en transformations sociétales dans le monde et de changements multiformes à l'UNESCO. Le legs de K. Matsuura ne peut être évalué exhaustivement en une seule journée. Mais certains éléments essentiels ne seront pas omis.

Étant donné que nous ne savons pas si la célébration aura lieu le 17 ou le 18 mai, réservez ces deux jours sur votre agenda 2018 ! Vous êtes cordialement invités à cette cérémonie. Je vous promets que nous apprendrons beaucoup. Il y aura de la nourriture pour la pensée et pour nos oreilles avec un concert extraordinaire.

(Traduit en français par Yolaine Nouguier)

Georges Kutukdjian

Murai, Serguei Novikov, Sadaichiro Okajima, Krista Pikkat, Genc Seiti, Amita Vohra.

The aim of this celebration is to pay tribute to K. Matsuura, to underline his reforms and innovative improvements and to highlight his main programme achievements. These ten first years of the 21st century were rich in societal transformations in the world and multifaceted changes at UNESCO. The legacy of K Matsuura cannot be exhaustively appraised in a one-day event. But certainly essential elements will not be overlooked.

Since we do not know yet if the celebration will take place on the 17 or 18 May, mark those two days in your 2018 Agenda! You are all wholeheartedly invited to this celebration. I promise you that we will learn a lot. There will be food for thought and food for our ears with an outstanding concert.

MSH International

At the request of our Anglophone members, please find below a synthesis in English of Christine Bruyère's article which appeared in the 129th issue of Link.

Specialized in international health insurance (currently considered as N° 5 globally), MSH International offered the best proposal to the requirements of UNESCO. This new health service provider has four bureaux across the world (Paris, Calgary, Dubai and Shanghai); they have access to special facilities from the French Public Assistance Hospitals in Paris (APHP) (even when taking into account that since 1 January 2017 100% health coverage has also been accepted by the Paris State hospitals) as well as by other private and public health establishments; it is composed of a General Group of Health (ALMEYRIS) supplemented by a payment scheme for the reimbursement of the remaining third of total expenses incurred; they have a network of health insurance providers (e.g. United Health Care in the US). It functions in the same way as the Fund's previous health insurance provider.

On behalf of the Medical Benefits Fund (MBF) and in accordance exclusively with its Rules and Regulations, they will reimburse health costs and issue preliminary agreements in respect of health and care

expenses, and are solely responsible for all reimbursements.

In addition, a network of health insurance providers operate in some 168 Member States where MSH International undertake to reimburse the remaining third of costs incurred (the reimbursement of the preliminary agreements for health and care costs are made directly by the new health provider), with the possibility, when in doubt, to request a second medical opinion from an Advisory Medical Board.

It is true, there will be a certain period of time for us to get used to this new system, but this new provider has expressed good will for the improvement of services to MBF members. Finally, it is recommended to systematically verify all reimbursements received for health costs, to ensure that they are in conformity with the rules and regulations of the Medical Benefits Fund.

Christine Bruyère

(Translated into English by Margo Triouleyre)

Figures de l'UNESCO

Maria Montessori: Releasing the Treasure Within

Born in 1870, she was the first woman in Italy ever to attend medical school. No small feat for a young lady of the 1890s. She had never bowed to convention. But the dismissive remarks, the condescending gazes, were deeply humiliating to her.

She yanked off her lab coat, stormed out of the dissection room, and stepped out onto the pavement, determined never to return. In the distance, a scruffy toddler caught her eye. Still in a daze, she stopped to contemplate the scene. Sitting on a beggarwoman's lap and quite oblivious to his bleak surroundings, the toddler was intently reshaping a crumpled paper ball.

Maria Montessori went back to complete her medical studies with honours, and stayed on to work at the pediatric ward of her University's Department of Psychiatry. Aided by a remarkable sense of clinical observation and inspired by readings of French philosopher Rousseau, physicians Jean Itard,¹ Edouard Séguin, and others,² she turned the ward into a new type of classroom. Against all odds, her patients gradually blossomed, some even managing to pass regular school examinations.

Education, she concluded, has far more to offer these children than medicine. She became a vocal advocate for women's and children's rights. She turned to the humanities, teaching and learning from implications of anthropological research for education. As founding co-director of the Orthophrenic School for special education teachers, she began to develop the materials she would use at the *Casa dei Bambini* – the very first Montessori School. Opened in 1907, in the basement of a tenement building in the outskirts of Rome, it catered for the needy, unsupervised children of working parents. Herself the mother of a natural child, Mario, born in 1898, Maria Montessori realized that radical disruptions and progressive transformations were placing new demands on education. She couldn't wait to see what her methods could accomplish outside of the university hospital's controlled environment.

Two years later, her first book appeared: *The Montessori Method: Scientific Pedagogy as Applied to Child Education In "The Children's Houses."* It became a bestseller in the United States, where a Montessori Association was formed, with Alexandre Graham Bell as its Chair, and the US President's daughter, Margaret Wilson, as Secretary. She befriended philosopher John Dewey, with whom she shared the concept of "learning by doing," and inventor Thomas Edison, her US host.

After the Great War education rose to the top of the international peace-building agenda. Dr Montessori consulted for the International Bureau of New Schools, a section of the newly founded International Bureau of Education (IBE),³ which published her landmark lecture "Peace and Education" in 1932. She urged the IBE to promote early childhood development and education.

"*Madam, you have taught me the meaning of freedom*", remarked Léon Blum, President of the Temporary Government of the French Republic, who later presided the first session of UNESCO's General Conference. As with a number of Twentieth Century visionaries, her natural connection with the ideals of UNESCO preceded UNESCO itself.

There were setbacks. Nazi and fascist authorities closed her schools and censored her books for insubordination. She and her son took refuge in Spain, only to flee the Franco regime on a military ship to the Netherlands. In the meantime, she completed her influential *The Discovery of the Child* and supported the work of the League of Nations.

At the brink of World War II, she traveled to India, on Gandhi's invitation, with Mario, her son and trusted assistant, for a three-month lecture tour that lasted seven years. Under British rule, Mario was interned and Maria placed under house arrest as Italian citizens. Eventually, they managed to train over a thousand teachers and to open numerous schools. They met Nehru and worked with Tagore, who had been establishing Tagore-Montessori schools since 1929. Her book *The Absorbent Mind* is nourished by this experience.

On her return to Europe, Italian Montessori schools reopened at the Government's behest. She was nominated for the Nobel Peace Prize for three consecutive years (1949-1951), and served as a Delegate of Italy to the Fifth Session of UNESCO's General Conference,

1. Connu pour son travail sur l'enfant sauvage, Victor d'Aveyron.
2. See Hermann Rörhs. "Maria Montessori" in *Prospects Quarterly Review of Education* Vol. XXIV, No. 112, 1994 (89/90), "Thinkers on Education series", ed. by Zaghoul Morsy. Paris, UNESCO, Publishing/IBE. <http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001030/103086eo.pdf>
3. Founded as an NGO in 1925 and chaired by Jean Piaget for over 40 years, the IBE became a UNESCO Centre of Excellence (Category 1 Institute) in 1969. <http://www.ibe.unesco.org/en/who-we-are/history>

held in Florence in 1950. She was introduced by the Director-General, Jaime Torres Bodet, as “a symbol of our great expectations for education and world peace.”

A few months before she died on 6 May 1952, Maria Montessori attended the inaugural meeting of the Governing Board of UNESCO’s Institute of Education (UIE) and penned the article “*Apprendre en Enseignant*,” which UNESCO Features was to publish in December of that year. Fifty years later, the General Conference passed a resolution in her honour and the UNESCO Prize for Peace Education was awarded to the City Montessori School of Lucknow (INDIA).

Thousands of such schools throughout the world scrupulously follow the Montessori method to this

day. Since it is costly to implement its highly individualized approach, the method has remained by and large a privilege of the “happy few.” Some of its precepts have been nonetheless incorporated by mainstream education philosophies, policies and practices: reliance on teamwork, respect for the child’s agency, concern for the child’s overall (physical, mental, spiritual and emotional) wellbeing and attention to early childhood windows of opportunity. They have inspired public-minded initiatives like Headstart in the United States and Céline Alvarez’s recent project in the ZEPs (Priority education zones) of France.

It may be time to revisit Maria Montessori’s ideas in light of current advances in the neurosciences and of the double-edged sword of artificial intelligence. In post-industrial contexts of shifting economies and disappearing assembly lines, it may be folly not to bet on individualized approaches that foster freedom and self-reliance.

Frances Albernaz

Source : <http://montessoricentenary.org/srunescotimeline.htm>



Aujourd’hui, Boubacar, chez lui à Aubervilliers, a beaucoup de plaisir à calculer avec le *Matériel concret* de celle qu’il appelle «La chère Maria». © : I.Fabbri



Photos : © DR

Focus Le retour des humanités

Les humanités ou sciences humaines (histoire, littérature, arts) sont essentielles pour comprendre le passé et le présent, et pour conforter la raison émancipatrice – indispensable à toute société de liberté, de fraternité, ainsi qu'à la survie de nos démocraties, aujourd'hui affaiblies par la domination du monde de l'économie et de la finance.

Un parcours en dents de scie

Les sciences sociales, qui sont des disciplines empiriques mieux financées et utilisées que les sciences humaines, en ont elles-mêmes grand besoin. Or, les humanités (dites sciences « molles »), depuis longtemps reléguées à la marge du débat public et de la vie politique, ont été marginalisées sur le plan institutionnel et financier, ce qui est dommageable pour tous les domaines de la connaissance. Même les sciences de la nature et de la vie ont besoin de l'épistémologie comme réflexion sur la science !

Dès ses débuts, l'UNESCO a institutionnalisé au plan international les sciences sociales et humaines, et stimulé leur développement au-delà du monde occidental. Néanmoins, entre 1972 et 2002, les changements de nom et de statut du programme des sciences sociales reflètent la confusion intellectuelle, l'instabilité et les indéterminations : du Département des sciences sociales de 1947 nous sommes passés, en 1967, au Secteur des sciences sociales, des sciences humaines et de la culture (SHC, le « H » ne recouvrant que la seule philosophie). En 1982, le Secteur des sciences sociales et de leurs applications fut renommé Secteur des sciences sociales et humaines. Celui-ci n'a plus changé depuis, mais si la philosophie y est encore présente, les sciences humaines en sont toujours absentes. Pourtant, dès 1946, les pères fondateurs de l'UNESCO avaient souligné la place centrale des sciences de la société, de l'homme et de la philosophie dans tous les programmes et activités de l'Organisation. Mais la bureaucratie a vite fait de l'oublier et les cantonna dans le secteur le moins bien doté du Secrétariat.¹

De plus, un faux pas a été commis au moment d'institutionnaliser ces disciplines au plan international : après avoir soutenu la création d'associations internationales disciplinaires dans les sciences sociales et humaines, l'UNESCO a manqué l'occasion de regrouper le Conseil international des sciences sociales

(CISS) et le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH) en un Conseil international unique, comme le lui conseillait le grand sociologue Jean Piaget. Après mon départ à la retraite, j'ai été élu, en 2002, Secrétaire général du Conseil international des sciences sociales (CISS). Avec la Présidente, l'anthropologue mexicaine Lourdes Arizpe, nous avons lancé, en 2004, l'idée de réunir tous les domaines de la connaissance – les sciences naturelles et de la vie, les sciences sociales, les humanités, la philosophie – au sein d'une seule organisation : **le Conseil mondial de la connaissance**. Il est regrettable que cette proposition n'ait pas obtenu l'accord du Conseil international pour la science (ICSU) et du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH), car les synergies entre ces domaines auraient fait progresser les connaissances.

J'admets avoir une part de responsabilités dans les déconvenues qu'ont connues les sciences humaines et la philosophie au sein du Secrétariat. En 1991, Directeur de la Division du Développement international des sciences sociales, je proposais la création d'un programme intergouvernemental dans ce domaine (MOST), adopté par la Conférence générale en 1993. Ni les experts internationaux chargés de penser et planifier le futur MOST ni moi-même n'avions réfléchi au rôle que les sciences humaines pouvaient y jouer : son objectif était d'être une passerelle, un facilitateur entre, d'une part, la recherche fondamentale en sciences sociales et ses réseaux internationaux et régionaux et, de l'autre, les administrations et les responsables politiques chargés de la formulation, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques.

Les décideurs faisant appel à des firmes de consultants pas vraiment intéressées par la production de connaissances utiles pour la société, il fallait les sensibiliser à une recherche indépendante et performante. Nous nous sommes appuyés sur des disciplines empiriques : sciences économiques, économétrie, géographie, psychologie, démographie, sociologie, anthropologie, et avons instauré des liens utiles entre MOST et les programmes intergouvernementaux en écologie (MAB) et hydrologie. Nous avons estimé, à tort, que les humanités n'auraient que peu d'utilité pour nous. Seul le programme « L'éthique des sciences et des technologies », fondé et dirigé par Georges Kutukdjian, a pu offrir l'exemple, hélas rare, d'une coopération entre la philosophie et les sciences.

Je suis heureux qu'aujourd'hui, MOST, sous la direction de John Crowley, ait pour ambition de rendre aux humanités la place centrale qui leur revient dans la sphère publique.

Ali Kazancigil
ex-Sous-Directeur général adjoint
pour les sciences sociales et humaines

1. Voir le dossier préparé par Ali Kazancigil dans le *Lien* N° 126 (2015) : « Les sciences sociales à l'UNESCO : une trajectoire surréaliste ».

Les humanités au cœur de la compréhension des transformations sociales

Quelle peut ou doit être aujourd'hui la vision qu'a l'UNESCO de la science et de l'équilibre à maintenir entre l'activité scientifique et les usages que peuvent en faire les décideurs et la société ? Certes, l'Acte constitutif, en appelant à la solidarité morale et intellectuelle de l'humanité par la coopération scientifique, et à « élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes » par les applications des sciences dans toute leur diversité, nous renvoie à l'importance de cette question. Mais les conditions dans lesquelles nous devons accomplir ces missions ont évolué. La création, en 1951, du Conseil international des sciences sociales (CISS) et du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH) était une nécessité brûlante. Et le rétablissement des conditions pratiques d'une coopération scientifique internationale, interdisciplinaire plutôt que nationale, un défi sans garantie de succès. Mission remplie.

Le rôle de l'UNESCO n'est plus tant de créer les conditions d'une coopération scientifique internationale que de veiller à ce que celle-ci soit équitable et inclusive. L'Organisation doit, en outre, veiller à renforcer le lien entre la science et les questions éthiques et sociales, notamment en favorisant la circulation des idées.

Cela exige, aujourd'hui comme hier, une vision d'ensemble de la science. En effet, la véritable concurrence n'est pas entre « sciences molles » et « sciences dures », mais entre la science (manière collective et impartiale de construire des théories, des concepts et des données empiriques) et le sens commun, qui, au pire, contribue à manipuler les conditions du discours public. À cet égard, la fusion des Conseils aurait peut-être gagné à se réaliser entre 2002 et 2004. Le CISS et l'ICSU discutent de leur éventuelle fusion, le CIPSH n'est pas encore dans la boucle.

Cette solidarité nécessaire des sciences face à leur ennemi commun, le refus du débat rationnel, de l'universalité, de l'impartialité appelle à de nouvelles relations. C'est pourquoi nous avons voulu mettre les humanités au cœur de MOST en dialogue avec les sciences sociales. Il s'agit de passer d'une vision purement historique des disciplines, de leur contenu et de leur évolution, à une « vision qui repense la science à partir des besoins et des défis du moment ».

Les humanités invitent à réfléchir à la notion de « transformations sociales », souvent pensée comme un problème technocratique. Leur « gestion » peut laisser croire que si nous arrivions à en faire la cartographie, à en définir les paramètres, alors nous pourrions équiper les décideurs publics d'algorithmes capables de « piloter » l'évolution des sociétés. Il n'est

pas sûr que cette vision soit cohérente. Et si elle l'est, il n'est pas sûr qu'on puisse isoler le fonctionnement des systèmes de leur sens. Or, ce balancement entre le fonctionnement et le sens est précisément celui qui oppose les sciences sociales aux humanités et en même temps les rapproche. En effet, les sciences sociales et les humanités ne constituent pas un partage de l'univers intellectuel mais plutôt deux harmoniques dans une même mélodie, aussi indispensables l'une que l'autre à la compréhension des transformations de la société et donc à la capacité d'agir sur elles.

Ainsi, quand nous discutons, comme le font les sociologues ou les anthropologues, des formes actuelles du retour du religieux – qu'un Marcel Gauchet² a pu théoriser comme les derniers soubresauts de la sortie de la religion –, nous ne pouvons, pour des raisons de simple méthodologie, faire l'impasse sur les sens qu'attribuent à la religiosité contemporaine ceux qui y participent et ceux qui la combattent. La construction d'un espace du discours sur le religieux est une dimension fondamentale du phénomène religieux lui-même.

On peut dire la même chose de la question nationale, ou des mutations sociales induites par les technologies numériques : **le discours sur ces phénomènes fait partie des phénomènes eux-mêmes**. Du coup, aux méthodes systémiques, qui visent à regarder des systèmes de l'extérieur pour en déterminer les lois de fonctionnement, il faut associer des méthodes interprétatives, qui visent à rendre compte de la manière dont les systèmes produisent des logiques de sens, qui sont à la fois portées par leurs acteurs et s'imposent à eux sans qu'ils soient en mesure de les maîtriser.

Le rôle particulier des humanités est de **travailler au niveau du sens**, pour comprendre les conditions de sa production par la philosophie, envisager ses formes particulières à travers l'histoire, la littérature ou l'art, et se donner des outils sophistiqués pour analyser les espaces de production discursive au moyen de multiples disciplines tournant autour de la linguistique au sens large.

Depuis 2014, MOST a retrouvé sa crédibilité à l'UNESCO et auprès des États membres : la réduction des problèmes à leur seule dimension technique est à la racine des difficultés dans les régions où les humanités sont faibles.

Ainsi, un Ministre, recevant la Directrice générale en visite officielle, aurait dit regretter que l'éducation de son pays ait mis seulement l'accent sur la formation

2. Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde* (Paris, Gallimard, 1985). L'auteur est abondamment revenu sur ces thèmes dans son œuvre ultérieure.

*Or, pour les humanités,
la langue d'expression est plus qu'un outil :
elle est constitutive de la pensée qui s'exprime.*

La Conférence mondiale des humanités

La Conférence (Liège, août 2017) entend favoriser la rencontre des différentes disciplines des humanités – la philosophie, l'histoire, les langues, la littérature, les arts. Réunies au sein du CIPSH, ces disciplines bénéficient d'une nouvelle dynamique. Elle proposera un menu très complet d'activités et tentera d'apporter des réponses à plusieurs défis, intellectuels, institutionnels et politiques.

Premier défi : la persistance de la technicisation et de la professionnalisation de l'enseignement supérieur, qui prive les formations spécialisées des financements nécessaires et tend à les éliminer de l'enseignement général des premiers cycles universitaires. La capacité des humanités à apporter la preuve de leur « impact sociétal » reste, pour la plupart des disciplines, assez modeste.

Deuxième défi : les humanités sont demandeuses d'interdisciplinarité. Encore faut-il qu'elles en aient les moyens ! Des disciplines affaiblies par le manque de fonds seront en difficulté si elles sont sommées de se mettre dans une relation dynamique avec la physique, par exemple. Pourtant, si les conditions sont réunies, la perspective d'une coopération interdisciplinaire

renforcée offre beaucoup de possibilités pour les sciences humaines comme pour les sciences sociales.

Troisième défi : la coopération scientifique internationale, via l'édition scientifique, est de plus en plus anglophone (l'Amérique latine fait exception grâce au Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO) qui a mis en place un répertoire de publications en Accès libre en espagnol et en portugais). Ailleurs, « Accès libre » (*Open Access*) veut dire accès en anglais. Or, pour les humanités, la langue d'expression est plus qu'un outil : elle est constitutive de la pensée qui s'exprime. Si l'Accès libre nivelle l'expression de la pensée du fait d'un sabir scientifique pseudo anglais, alors beaucoup aura été perdu.

Quatrième défi : le débat public est souvent focalisé sur des problèmes construits en réponse à des solutions préconstruites et idéologiques. Or, les sciences sociales comme les sciences humaines ont pour finalité le questionnement lui-même, au-delà des réponses qu'elles peuvent éventuellement apporter. Tout le problème est de comprendre le contexte et de formuler la méta-question à laquelle elle se rapporte. Mais essayez de développer un tel argument en une minute trente dans un débat télévisé !

technique (médecins, ingénieurs, biologistes) abandonnant la formation humaniste – cet espace où l'individu est défini non plus par son seul métier (ou son rôle social), mais par sa capacité d'accéder à la connaissance. La professionnalisation de l'enseignement et sa technicisation empêchent les sociétés de bénéficier d'un enseignement pluraliste qui invite à la réflexion et au refus d'un « prêt-à-penser », religieux ou séculier, contraire à l'éducation, à la science et à la culture. D'où la volonté – celle du Secrétariat et des États membres (comme le montre l'intérêt manifesté pour la Conférence mondiale des humanités) – de redonner aux humanités une place qui ne leur a jamais été vraiment reconnue dans nos programmes, du fait de l'organisation administrative et de la dynamique intergouvernementale.

L'interdisciplinarité, le financement, la langue, l'édition scientifique, le rapport au débat public sont des défis urgents dont les disciplines doivent se saisir. Le rôle de l'UNESCO est de faire en sorte que la communauté des États discute de ce que les sciences humaines ont à apporter. C'est pourquoi la Conférence mondiale des humanités ne comportera pas seulement des débats

universitaires classiques, mais des dialogues, y compris au niveau ministériel. Comment aborder, par exemple, l'immigration, le vieillissement, ou la transformation numérique du point de vue de la philosophie, de l'histoire, de la littérature et des disciplines artistiques ? Quelle incidence concrète cela pourrait-il avoir pour la stratégie de MOST sur la gestion des transformations sociales par la coopération scientifique et intergouvernementale ? Le paradoxe est cependant que le Secteur des sciences sociales et humaines reste institutionnellement faible, puisqu'il ne reçoit qu'environ 3 % du budget de l'UNESCO, alors que ces sciences représentent près de 90 % du contenu intellectuel de ses programmes. Entre cette faiblesse et cette hégémonie implicite, il nous revient de trouver un nouvel équilibre.

John Crowley

Chef de la Section Recherche, politiques et prospective, Division des transformations sociales et du dialogue interculturel

* Voir le compte rendu *in extenso* de la Conférence proposée par le Club Mémoire & Avenir sur le site de l'AAFU.

Décryptages

History and Future of the United Nations Peace Work

“Mankind was going to destroy itself unless it invented some form of international organization to avoid conflict and advance the common humanity”. This is how Paul Kennedy in his introductory note to *The Parliament of Man* (Penguin Books, 2006) summarizes Harry Truman’s thinking at the 1945 San Francisco Conference that created the United Nations.

More than 70 years later, to what extent has “mankind” succeeded in creating such an organization? And how effective is it?

At his very first global town hall meeting with staff on 9 January 2017, the newly elected Secretary-General, Antonio Guterres, made a strong pledge for reform. He backed this up by jokingly observing: *“If there was a conspiracy to define a set of rules (...) in order for the UN not to deliver, the result of that conspiracy would be very similar to the rules we have”*.



Antonio Guterres

Among immediate priorities for implementation in the near future, Antonio Guterres particularly emphasized the peace architecture and the development agenda. On other occasions, most recently at a press conference in London on 10 May 2017, he has insisted that combining the three pillars of UN – peace and security, development and human rights – “must be at the center of our strategy for reform”.

The Secretary-General has set as an overall objective to arrive at a culture of prevention. He considers this as a fundamental requirement for “sustaining peace”.

In support of these reform efforts, a number of reviews are being conducted. Some initiatives launched before the election of Antonio Guterres can also lead to inspiring results. I will in the following present one of these, a project focused on the UN’s peace work.

The UN Peace Study

In 2015, UNESCO decided to carry out a research project, in partnership with the Abat Oliba CEU



Abat Oliba CEU University

University in Barcelona (Spain), on the development and challenges of the UN’s peace agenda since 1945. The project was launched in the context of the International Decade for the Rapprochement of Cultures (2013-2022). A steering committee met in Barcelona in March 2016 and decided the scope and objectives.

The expected outcome of the study is a publication exploring how the entire UN System is contributing to building peace worldwide. The study shall cover the 70+ years of existence of the UN and is planned for publication by the end of 2017. Covering such a vast topic is almost by definition “*mission impossible*”; the purpose can be defined, more modestly, to provide “a grain of sand” to inspire the UN’s peace work and make it more effective for the people concerned.

The book will be composed of two main parts:

Part I will contain an academic analysis of the notion of peace as a dynamic process and transformative force. It will focus on a close linkage between peace, sustainable development and human rights.

Part II is being prepared through UN consultations. The project has so far brought together 34 UN Agencies in two consultative meetings in Geneva and New York. The idea is to look at all UN entities peace-related work and to discuss and analyze accomplishments, shortcomings, constraints, challenges and opportunities.

Brief Historical Overview

The peacekeeping work of the UN was launched in 1948 and particularly marked by the creation of the “Blue Helmets”, following the Suez crisis in 1956. One of the most emblematic peacekeeping operations was the intervention in the Congo in 1960. Many other missions followed and, in 1988, the United Nations peacekeeping forces were awarded the Nobel Peace Prize.

By the end of the Cold War new opportunities seemed to emerge. UNESCO realized that from the perspective of peace a new era had dawned and

« Certains gouvernements jouent au poker avec la planète et la vie des générations futures. » Kofi Annan

launched, in 1989, in Yamoussoukro (Ivory Coast) the concept of a “culture of peace”. The idea was to take a holistic approach to peace, seen as a behaviour. This idea of a culture of peace is closely associated with UNESCO’s founding vision about “creating the defences of peace in the minds of men”.

Simultaneously, after the end of the Cold War the concept of post-conflict peacebuilding emerged within the UN System. The backdrop to this development was, in particular, the rise in the cases of intrastate conflict. This renewed UN peace agenda was formulated in the 1992-report of UN Secretary-General Boutros Boutros-Ghali: *An Agenda for Peace*. This new concept of peacebuilding marked a decisive development in the UN’s peace work.



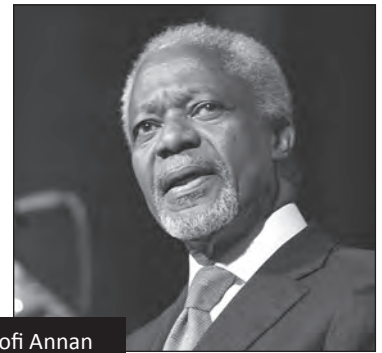
Boutros Boutros-Ghali

The failure of the United Nations to prevent genocide in Rwanda and to protect the inhabitants of Srebrenica in 1995 led Kofi Annan to appoint a Panel on United Nations Peace Operations. In 2000, the Security Council adopted the recommendations in the report of the panel (known as the *Brahimi Report*). This report was a milestone by creating a deeper understanding of the need for better coordination of the different components of the UN’s efforts. The term “peacebuilding” became broader, and was no longer narrowly confined to post-conflict situations. Increasing focus was given to work aimed at preventing the outbreak of armed conflicts.

"The Blue Helmets"



In follow-up to this process, UN Secretary-General Kofi Annan took the initiative, in 2005, to create an institutional mechanism, known as the UN Peacebuilding Architecture. The idea was to enable the UN to be more effective in building sustainable peace.



Kofi Annan

Today, there is a trend within the United Nations to take a more holistic approach to peace work, both conceptually and in practice. There is a strong push for better coordination within the UN and with other stakeholders. Soft power dimensions are increasingly acknowledged; on 24 March 2017, this is reflected in the adoption by the Security Council of a resolution recognizing the importance of the protection of cultural heritage for peace and security (Resolution 2347).

Looking Ahead

So where should the UN go from here? The planned publication will take a critical approach, not shying away from asking hard questions on the UN’s successes and failures. On this basis, the book will present ideas and recommendations with the objective of inspiring the UN to act more proactively and effectively. For the first time, this reflection includes the entire UN System, involving all agencies and entities, thereby fully recognizing that all contribute to fulfil the vision of peace in the UN Charter.

Jens Boel
Chief, Archives
and Records Management
Unit



Irina Bokova

“Maintenance of international peace and security: destruction and trafficking of cultural heritage by terrorist groups and in situations of armed conflict,” where the UN Security Council unanimously adopted resolution 2347 for the protection of heritage.

Photos : © UN

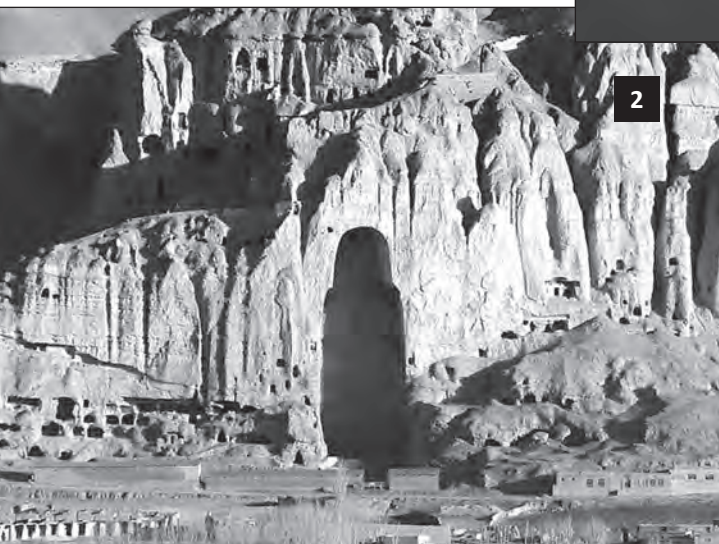
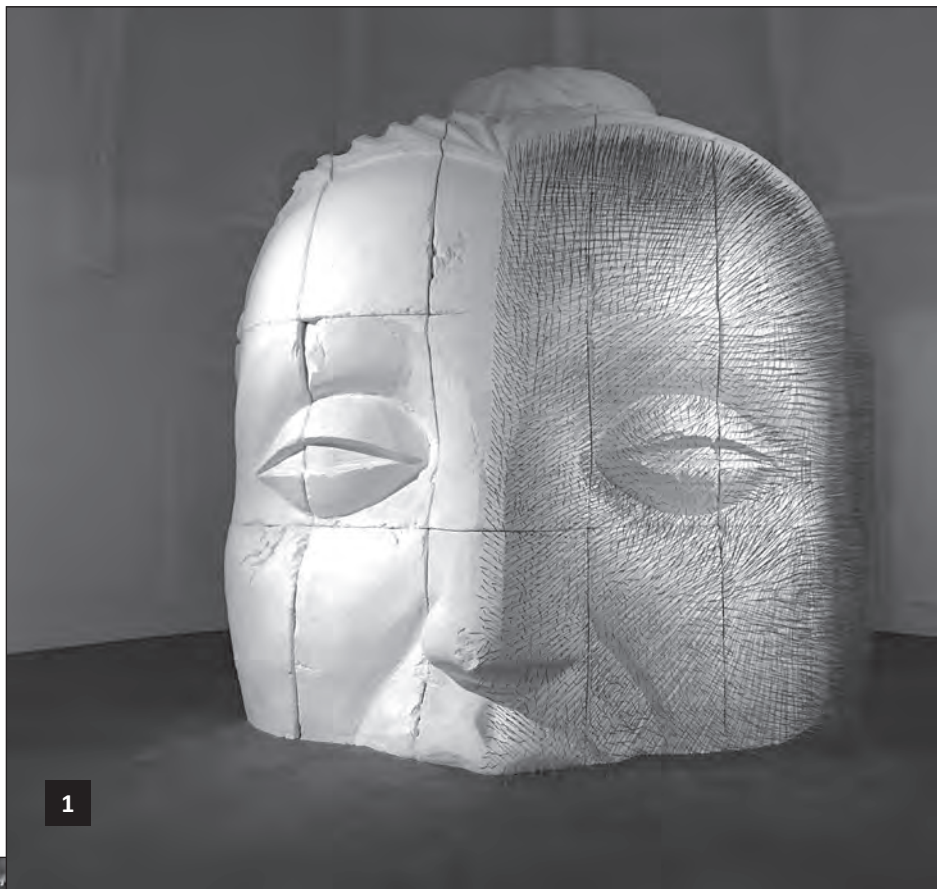
DOSSIER : Le PATRIMOINE en PÉRIL

par Mounir Bouchenaki
et Francesco Bandarin

De Mostar à Bamyane, de Tombouctou à Palmyre, on assiste avec effarement au saccage aveugle et au pillage organisés de trésors inestimables reconnus par la communauté internationale

comme faisant partie du patrimoine commun de l'humanité. « Mais que fait l'UNESCO ? » est la question qui vient à l'esprit.

Deux grands témoins, Mounir Bouchenaki (ex-Directeur de la Division du patrimoine culturel, et du patrimoine mondial, ex-Sous-Directeur général pour la culture) et Francesco Bandarin (ex-Directeur du patrimoine mondial, ex-Sous-Directeur général pour la culture) racontent le combat incessant que livre l'Organisation pour sauvegarder notre mémoire collective.



1. Tête du Bouddha géant morcelé par Prune Nourry en hommage aux Bouddhas de Bamyane et au patrimoine culturel menacé (Exposition « Holy », Musée Guimet, Paris [avril-sept. 2017]).

Photo : © Alexandre Aufort

2. Bouddha de Bamyane détruit par les Talibans en 2001. © Unesco

3. Musée de Bagdad en 2003. © Mounir Bouchenaki

La guerre, l'ennemi du patrimoine historique et culturel

Les guerres et les destructions ont toujours existé, il suffit de penser aux deux grandes guerres mondiales du 20^e siècle, au lendemain desquelles l'UNESCO s'est vue confier, dans le cadre du système des Nations Unies, une mission de paix et de prévention des conflits.

Le patrimoine est, avec l'éducation, une des missions essentielles de l'Organisation. Elle reste indissociable de son image. Les campagnes internationales de sauvegarde (Nubie [1960], Venise [1966], Borobudur [1972]) ont contribué à développer la connaissance du patrimoine, et influé sur la perception de son importance dans la vie quotidienne.

et immobilier). Il a été suivi d'autres conventions dans le domaine du patrimoine qui ont fait la réputation de l'UNESCO.

Depuis, la nature des guerres a changé. Celles-ci sont moins l'affaire de belligérants externes que de conflits internes. Au cours de ce type de guerre, le patrimoine culturel est une cible de choix pour les factions ennemies. Le second Protocole de la Convention de la Haye (1999) a été préparé par l'UNESCO pour souligner ce changement de nature des conflits. Mais la communauté internationale doit continuer à identifier les mécanismes qui peuvent répondre à la demande



Pont de Mostar, détruit en 1993 et reconstruit en 2001. Photo : © DR

Dans les reconstructions d'après-guerre, la protection du patrimoine culturel est perçue de plus en plus comme une priorité. « *Le plus grand défi pour l'UNESCO est de faire en sorte que les autorités publiques, le secteur privé et la société civile dans son ensemble réalisent que le patrimoine culturel n'est pas seulement un instrument de paix et de réconciliation, mais aussi un facteur de développement* »².

Quinze ans après, une telle affirmation est toujours d'actualité. Les conflits que l'on voit se développer depuis la fin du 20^e et au début du 21^e siècle visent de plus en plus souvent des symboles de la culture afin de détruire la mémoire et l'identité des peuples.

Dans le sillage de la destruction du patrimoine culturel de la Seconde guerre mondiale (1939-1945), l'UNESCO a élaboré l'un des premiers instruments normatifs : la Convention de la Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Il appelle la communauté internationale à assurer la protection du patrimoine dans son ensemble (mobilier

« La guerre est l'ennemi de l'Homme.

Elle est également l'ennemi de ce que l'Homme a produit de meilleur – art, culture, monuments – soit l'ensemble du patrimoine historique et culturel. Beaucoup d'œuvres d'art ont été détruites au cours des siècles, œuvres que nous ne connaissons jamais et que nous ne reverrons jamais ».¹

croissante en matière de préservation du patrimoine durement touché lors de tels conflits.

Durant ma carrière à l'UNESCO, j'ai travaillé aux côtés de quatre Directeurs généraux. Avec Amadou Mahtar M'Bow, j'ai participé au lancement de la Campagne de sauvegarde de Sana'a (Yémen), aujourd'hui lourdement endommagée par les bombardements. Avec Federico Mayor (qui s'est beaucoup investi au moment de la crise de l'ex-Yougoslavie), j'ai œuvré à la sauvegarde de la bibliothèque et du Musée de Sarajevo, et surtout du site de Mostar. Avec Koïchiro Matsuura, nous avons été confrontés aux conflits du Liban et de l'ex-Yougoslavie, à la guerre entre l'Iran et l'Iraq, aux Talibans en Afghanistan.

1. Jiri Toman, *Commentaire de la Convention de la Haye du 14 mai 1954 (sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé)*, Paris, Éditions des Presses de l'UNESCO, 1994, p. 1.
2. Koïchiro Matsuura, Discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 2002.



Musée de Kaboul avec une inscription anonyme : «*Une nation est vivante lorsque sa culture reste vivante*». Photo : © Mounir Bouchenaki

À chaque fois, l'UNESCO était présente et, pourtant, les journalistes nous demandent souvent ce que fait l'UNESCO pour protéger le patrimoine en cas de conflits.

Après la première guerre du golfe, avec l'embargo sur l'Iraq, alors que le patrimoine était en danger, seul le Secteur de l'éducation était autorisé à y travailler dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture ». Grâce à l'action du Directeur général, Koïchiro Matsuura, et du Directeur général adjoint, Adnan Badran, nous avons obtenu que cet embargo soit finalement partiellement levé pour le Secteur de la culture en charge du patrimoine.

Notre action a été confrontée à maintes difficultés : il n'y avait pas de vols pour Bagdad à l'époque (1998). Pour y aller, il fallait d'abord se rendre en avion à Amman en Jordanie, puis rouler pendant 1000 kilomètres dans le désert. Le Musée national était dans une situation catastrophique : touché par le bombardement d'un centre de télécommunications voisin qui avait mis à bas son système de climatisation, la température qui y était de 35° avait favorisé le développement de termites qui grignotaient littéralement les murs ! De retour à Paris, j'ai cherché pendant des semaines le moyen de faire parvenir, malgré l'embargo, un produit contre les termites aux conservateurs du musée. Grâce à l'Ambassade d'Italie, 50 litres de Fipronil ont pu être livrés via la valise diplomatique.

Lorsque l'armée américaine est entrée dans Bagdad (en 2003) (photo 3, p. 12), les chaînes de télévision qui la suivaient montrèrent des pilliers emportant des objets du Musée national sous le bras. Dès le lendemain, nous proposâmes au Directeur général de réunir

d'urgence les chefs des missions archéologiques étrangères travaillant en Iraq (Allemands, Français, Italiens, Russes, ...), ainsi que des archéologues irakiens. Cela fut fait en à peine une semaine, en présence de l'Observateur des États-Unis (qui n'avaient pas encore réintégré l'UNESCO). C'est ainsi que fut lancé le Plan d'action pour la sauvegarde du patrimoine irakien.

Autre exemple : l'Afghanistan. En 1999, sous les Talibans, les sites étaient pillés et il existait un trafic intense d'œuvres d'art. Deux personnalités s'étaient engagées : le professeur Ikuo Hirayama, artiste de renom au Japon et ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, avait lancé l'idée du **musée en exil**, et proposait d'acheter les œuvres disponibles sur le marché noir pour les mettre à l'abri à Tokyo, avant de pouvoir les rendre à leur pays d'origine. Un ressortissant suisse, Paul Bucherer, avait, quant à lui, créé à Bubendorf, près de Bâle, une bibliothèque et un musée en exil, qu'il souhaitait placer sous le patronage de l'UNESCO. Comment cautionner ces initiatives alors que nous étions les promoteurs de la Convention de 1970 qui interdisait l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, même si nous étions quotidiennement interpellés par la presse, notamment américaine, et des institutions telles que l'Asian Society and Museum à New York³. Mais La Biblioteca Afghonica ayant réussi à obtenir le patronage du Parlement suisse, l'UNESCO put lui accorder le sien et Paul Bucherer fut le premier expert envoyé en mission en Afghanistan pour le compte de l'UNESCO après que les Talibans aient proclamé leur intention de détruire les Bouddhas de Bamyan. Le 28 février 2001, l'Ambassadeur de Grèce en Afghanistan nous avait en effet prévenus d'un brusque revirement du Mollah Omar, qui avait décidé la destruction des Bouddhas. Avec la Directrice de Cabinet, le Sous-Directeur général pour les relations extérieures et le Directeur du Centre du patrimoine mondial, nous constituâmes autour du Directeur général une cellule de crise. C'est ainsi que l'Ambassadeur Pierre Lafrance, qui parlait parfaitement le pachtoune, se rendit le 1^{er} mars 2001 à Islamabad et à Kandahar.

À l'époque, la presse nous demandait de nous interposer – même physiquement – pour sauver les Bouddhas ! Nous avons travaillé d'arrache-pied avec les Ambassadeurs à l'UNESCO, les grandes institutions régionales comme l'ALECSO, l'ISESCO, la Conférence islamique, et même l'Université Al-Azhar au Caire, hélas en pure perte : les Bouddhas de Bamyan furent détruits. Depuis, avec Al Qaïda et Daech, des groupes extrémistes prennent prétexte des principes de l'Islam pour détruire ce qu'ils appellent des idoles. Nous avons ainsi vu se développer de la sorte une nouvelle idéologie de destruction systématique du patrimoine.

Ces groupes terroristes sont experts en matière de communication, ils tournent leurs propres vidéos,

les diffusent sur YouTube et d'autres médias, exhibant leurs destructions. Déjà en 1991, le bombardement de Dubrovnik avait choqué l'opinion, qui découvrait qu'un site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial et dénué de valeur militaire ne serait pas épargné. Mais en 2015, c'est pour afficher son idéologie destructrice que Daech est entré dans Palmyre, tuant le Directeur des antiquités, Khaled al-Asaad, et mit en scène la destruction de trois grands monuments : le temple de Bêl, le temple de Baalshamin et l'Arc de triomphe qui ouvrait la grande colonnade.

Nous sommes aujourd'hui les témoins d'une banalisation de la destruction des sites du patrimoine mondial culturel et naturel, même s'ils sont placés sous la sauvegarde de la Convention de 1972.

Ainsi, en 2012, en réponse à la décision du Comité du patrimoine mondial de placer Tombouctou sur la Liste du patrimoine en péril, des groupes terroristes sévissant au Mali comme ACMI, Ansar-el-Din et Daech détruisirent neuf mausolées, et en particulier les Mausolées de Sidi Mahmoud, de Sidi Moctar et l'Alpha Moya.

On peut dire que c'est grâce à l'engagement de la Directrice générale, Irina Bokova, qui a notamment lancé depuis Bagdad en 2015 le **Programme « Unite for Heritage »**⁴, au travail accompli par le Centre du patrimoine mondial et les collègues sur le terrain, parfois au péril de leur vie dans des zones non sécurisées, que les mausolées ont pu être restaurés, avec l'aide d'artisans locaux et de l'Imam de Tombouctou, que j'ai personnellement rencontré. C'est ce genre d'opération que nous devrions mieux faire connaître.

Dans bien des situations, nous sommes contraints d'attendre la fin des combats pour pouvoir nous rendre sur place. Au moment des conflits en ex-Yougoslavie, au Liban, au Cambodge, nous avons bien essayé de sensibiliser l'ONU et les casques bleus à la sauvegarde du patrimoine. Mais il fallut admettre que cela dépassait leurs mandats. C'est pourquoi a été créée l'ONG, le Bouclier bleu, ...mais elle n'a pas les moyens d'intervenir directement.

L'Italie (seul pays au monde disposant d'une unité armée qui s'occupe du patrimoine) a récemment renouvelé sa proposition de mettre à la disposition de l'UNESCO le Comando Carabinieri per la Tutela del Patrimonio Culturale. Les Carabinieri nous ont apporté une aide efficace en matière de lutte contre le trafic illicite des œuvres d'art.

3. L'Asian Society and Museum à New York est une organisation à but non lucratif.
4. Le programme Unite for Heritage a pour objectif de sauvegarder et de célébrer le patrimoine ainsi que la diversité culturelle dans le monde entier.
5. Mounir Bouchenaki, *Patrimoines mutilés*, Paris, Éditions Erick Bonnier, 2016.

Il faudra sans doute franchir un pas de plus pour que nous puissions intervenir directement sans attendre le rétablissement d'un minimum de sécurité.

C'est un vrai défi qui se pose à nous. En Iraq et en Syrie, la situation est catastrophique. Au Yémen, dont on ne parle pas beaucoup, la vieille ville de Sana'a, un trésor du patrimoine mondial, a bien souffert. Les sites libyens sont en danger. La Directrice générale me disait, il y a peu, combien il est difficile de travailler en Libye, du fait de la rivalité entre plusieurs autorités. Et pourtant, nos collègues libyens nous appellent à l'aide, et nos collègues du Bureau du Caire travaillent jour et nuit pour qu'on ne dise pas : l'UNESCO ne fait rien !

Quand il y a trois ans, Irina Bokova me demanda d'aller à Bahreïn aider à lancer les activités du Centre régional arabe pour le patrimoine mondial dans la région, je décidais d'écrire *Patrimoines mutilés, ces trésors de l'humanité défigurés par la folie des hommes*⁵. Ce livre est mon témoignage sur les situations de crise où l'UNESCO est intervenue concrètement, mais aussi un plaidoyer que je veux porter devant la communauté internationale pour dire qu'il n'y pas de solution miracle, ni unilatérale. Les solutions pour le patrimoine ne peuvent être que portées par le multilatéralisme.

Mounir Bouchenaki

Le trafic illicite

Nous avons vu au cours des dernières décennies que les conflits et les guerres ont provoqué un inquiétant développement des attaques contre le patrimoine culturel. Un des aspects les plus marquants de cette tendance est représenté par le pillage et la vente illicite des œuvres d'art provenant des vols dans les musées ou résultant de fouilles clandestines comme on a pu le voir au Musée Iraquien de Bagdad en 2003 et dans les toutes dernières années dans nombre de musées et de sites archéologiques notamment en Égypte, en Libye, en Syrie et au Yémen. Il est évident que le trafic illicite des œuvres d'art est devenu un problème international et seule une coopération entre les États et les institutions patrimoniales concernées pourra répondre à ce fléau, notamment par l'adoption de la Convention de l'UNESCO de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites de biens culturels, de même que la Convention UNIDROIT de Rome de 1995 sur les biens culturels volés ou illicitement exportés. L'UNESCO, l'ICCROM, l'UNIDROIT, INTERPOL, l'ICOM, l'ICA, l'Association internationale des douanes, les Fédérations internationales de marchands d'art et d'antiquaires, de même que les autorités nationales spécialisées comme les Carabinieri en Italie et l'OCBC en France doivent se mobiliser pour le respect d'une éthique internationale en la matière.

M. B.

Pendant les conflits

L'UNESCO a toujours été très présente dans les situations d'après conflit, mais qu'en est-il pendant les conflits ? Nous nous sommes rendu compte avec les crises des quatre ou cinq dernières années que nous n'étions guère outillés pour intervenir non pas pendant les combats, mais durant les périodes de crise prolongées. Et cela pour plusieurs raisons :



Bibliothèque saccagée (Tombouctou).

Photo : © Mounir Bouchenaki

Un fonds de 100 millions de dollars US

Le samedi 3 décembre 2016, la Déclaration d'Abu Dhabi s'est engagée à créer un fonds financier et un réseau de refuges pour protéger le patrimoine en péril en période de conflit. Cette décision a été adoptée par consensus sous l'impulsion du Président de la République française, François Hollande, de Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane des Émirats arabes unis, et de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Le texte ne mentionne pas de chiffre pour le futur fonds, mais la France et les Émirats arabes unis ont évoqué un objectif de 100 millions de dollars US, constitué d'apports publics et privés. Sept pays, dont la France, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes ainsi qu'un donateur privé ont promis le 21 mars 2017 75,5 millions de dollars US. Le fonds financera des opérations de prévention et d'urgence, concernant la lutte contre le trafic illégal d'œuvres d'art, et servira au sauvetage et à la restauration de biens culturels endommagés. Les villes concernées sont prioritairement Palmyre (Syrie), Bamiyan (Afghanistan), Tombouctou (Mali) et Mossoul (Iraq).

Un réseau international de zones refuges devrait permettre de préserver temporairement des biens culturels mis en péril par des conflits armés ou par le terrorisme sur les territoires où ils se trouvent. Les questions de souveraineté étant toujours sensibles sur la scène internationale, ces biens ne pourraient être déplacés vers un pays voisin ou, en dernier ressort, vers un autre pays plus lointain, qu'à la demande des gouvernements concernés.

D'abord sur le plan statutaire : nous avons mentionné les Conventions de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, de 1970 sur les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, de 1972 sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, même si cette dernière n'est pas spécifique aux situations de conflit. Or ces instruments restent très partiels.

Malheureusement, un tiers des États membres n'a toujours pas ratifié la Convention de 1954, ou la Convention de 1970. L'absence d'adhésion universelle à ces principes renvoie un message négatif, aussi ne cessons-nous d'insister sur la nécessité de leur ratification. Certains représentants d'États membres avancent des arguments étranges, le plus bizarre qu'il m'ait été donné d'entendre étant que ratifier la Convention de 1954, dite Convention de La Haye, reviendrait à reconnaître la Cour pénale internationale qui siège dans cette ville !

Ensuite, il apparaît que les forces armées manifestent quelques réticences pour la mise en œuvre de certaines dispositions, notamment de la Convention de 1954.

Enfin, les financements dont dispose l'UNESCO pour la Convention de 1954 ne dépassent pas 100 000 € !

Ces instruments restent donc parcellaires, et relativement peu appliqués.

Nous avons essayé de nous doter de moyens complémentaires, notamment au travers de la **Stratégie pour le renforcement de l'action de l'UNESCO en matière de protection de la culture et de promotion du pluralisme culturel en cas de conflit armé** qui a été adoptée par la Conférence générale en novembre 2015. Cette Stratégie, qui représente un geste politique courageux de la part de l'UNESCO, nous assigne de nombreuses tâches. Elle a été suivie de l'élaboration d'un Plan d'action, qui a été présenté au Conseil exécutif en octobre 2016.

La Stratégie constitue une réponse aux problèmes évoqués, car elle donne à l'Organisation mission d'intervenir pendant les conflits. Ne nous méprenons pas, nous n'allons pas envoyer des troupes d'interposition pour protéger les sites culturels des factions belligères. Mais certaines situations de conflit, comme en Afghanistan, durent depuis plus de vingt ans ! Leurs répercussions sont très larges et on ne peut pas attendre la fin pour intervenir.

Quelles sont les mesures que prévoit le Plan d'action ? En tout premier lieu la **prévention**, qui concerne surtout les musées. Chaque musée dans les zones de conflit doit avoir un plan pour l'évacuation des objets, leur mise en lieux sûrs, la protection des bâtiments

essentiels, etc. C'est ce qui se faisait en Europe pendant la Seconde guerre mondiale. À l'heure actuelle, très peu de sites disposent de tels plans.

Au moment des combats, d'autres mesures peuvent être prises, comme nous l'avons fait par exemple au Mali. C'était la première expérience concrète menée par l'UNESCO dans ce domaine : nous avons fourni aux troupes françaises et maliennes mandatées par l'ONU un « Passeport pour le patrimoine » fournissant des informations détaillées sur la localisation et l'importance des biens culturels, à Gao et dans d'autres sites. Les Américains s'en sont inspirés pour l'Iraq.

Pied du Bouddha morcelé par Prune Nourry, symbole de notre commune humanité en quête de sens, confrontée à l'impermanence, à la force et à la fragilité des traces mémorielles.

Photo : © Alexandre Aufort



Nous menons également des actions de **plaidoyer**, comme nous l'avons fait pour Bamyan, afin de sensibiliser toutes les parties à la protection du patrimoine et mobiliser les soutiens politique et financier nécessaires.

Il subsiste néanmoins deux obstacles, d'ordre politique et financier. Politique d'abord : de nombreux États, après avoir approuvé la Stratégie, émettent des réserves sur sa mise en œuvre, notamment dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Certaines réticences s'expriment également à l'égard d'actions de sensibilisation auprès de belligérants non étatiques, des groupes armés, des ONG, etc. Pourtant, nous avons toujours parlé avec ce type d'acteurs militaires non étatiques. Après tout, qu'étaient les Talibans ? Cela suscite néanmoins des tensions politiques. Mais nous devons intervenir à ce niveau, sinon nous continuerons de regarder, impuissants, des scènes de destruction à la télévision.

Financier ensuite : la faiblesse de nos moyens est réellement un frein. À cet égard, l'approbation, par une conférence internationale réunissant à Abou Dhabi les représentants d'une quarantaine d'États et d'institutions privées, d'un fonds financier et d'un réseau de refuges pour protéger le patrimoine en période de conflit, représente une perspective prometteuse. Son siège sera à Genève, mais l'UNESCO aura toute légitimité pour en être une agence d'exécution.

Francesco Bandarin

La destruction du patrimoine culturel est un « crime de guerre »

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité le 24 mars 2017 la Résolution visant à renforcer les moyens de défense des sites menacés dans les zones de conflit. Le texte appelle à protéger le patrimoine dans toutes les zones de conflit, sans limitation géographique et pour tous types de menaces (destruction, vol et pillage, trafic) : « *Le fait de lancer une attaque contre des sites et des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à la bienfaisance, ou contre des monuments historiques peut constituer, dans certaines circonstances et en vertu du droit international, un crime de guerre et que les auteurs de ce genre d'attaque doivent être traduits en justice.* » (Résolution 2347). Ladite Résolution appelle les États membres de l'ONU à créer des unités spécialisées et à une coopération internationale renforcée pour lutter contre le trafic illicite de biens culturels issus de zones de conflit : « *C'est la même volonté destructrice qui vise dans leur chair des femmes, des hommes, des enfants mais aussi dans la pierre, l'argile, les trésors du patrimoine, les musées.* »⁶

6. Audrey Azoulay, Ministre de la culture de la France.

Diagonales 1947-2017, l'odyssée du Courrier de l'UNESCO se poursuit

C'est en août 1947 que paraît *Le Moniteur de l'UNESCO*, qui deviendra, dès février 1948, *Le Courrier de l'UNESCO*. Ce qui apparaît, en feuilletant les premiers numéros, c'est l'extraordinaire vitalité des débuts de l'Organisation : on revit les premiers programmes relatifs à l'alphabétisation et à l'éducation de base, les premiers travaux sur les manuels scolaires, la toute première conférence des spécialistes de l'éducation des adultes ; on participe à l'élaboration de la première grande enquête internationale « Qu'est-ce que la démocratie ? » réalisée à partir d'un questionnaire adressé à 500 philosophes, historiens, juristes, économistes, sans oublier les commissions nationales. Celles-ci sont d'ailleurs présentes dès le premier numéro de 1948 annonçant une conférence pour faciliter l'échange d'informations ; dès la fin 1948, il est prévu que leur première conférence se tiendra à Beyrouth : « *L'ensemble du programme de l'UNESCO doit être expliqué de manière à permettre aux commissions nationales dans le monde entier d'établir des programmes d'action commune s'adressant au plus grand nombre de citoyens.* »

La naissance de l'Institut international du théâtre, de l'Institut international de la musique, du Conseil international des archives, est très largement évoquée dans les pages des premiers numéros. Le congrès fondateur de l'Institut international du théâtre, à Prague, fait même la une du numéro de juillet 1948 « Ballets, danses et comédies feront le tour du monde ».

Et ce n'est pas que le spectacle vivant qui va faire le tour du monde : dès février 1948, *Le Courrier* relate la création du « **Bureau des idées** », service de production à destination de la presse écrite et radiophonique ainsi qu'aux producteurs de documentaires dans le monde entier.

En octobre 1949, à l'occasion d'une vaste exposition sur les droits de l'homme au Musée Galliera à Paris, un supplément thématique sur les lendemains de la Déclaration universelle des droits de l'homme est annexé au numéro d'octobre 1949.

Programmes de l'Organisation, enquêtes internationales, veille intellectuelle du système des Nations Unies, relais sur le terrain à travers les commissions nationales et les ONG, ce sont tous les « fondamentaux » de l'UNESCO qu'offre ce premier mensuel de l'UNESCO imprimé au format d'un quotidien.

En 1954, *Le Courrier* devient un véritable magazine illustré et souhaite être « **une fenêtre ouverte sur le monde** » en publiant chaque mois un numéro thématique, laissant le soin à d'autres supports d'évoquer la



vie de l'Organisation ; cette fenêtre permet de mettre peuples et pays sur un plan d'égalité, quelle que soit leur importance géographique ou démographique, leur puissance économique et politique en accordant une attention prioritaire à leur richesse culturelle ; ainsi, en 1954 et 1955, *Le Courrier* traite du « langage », du « Noir américain », des « merveilles ignorées de l'art », de « la conquête du désert », et se demande « si la femme est un être inférieur » comme certains le prétendent.

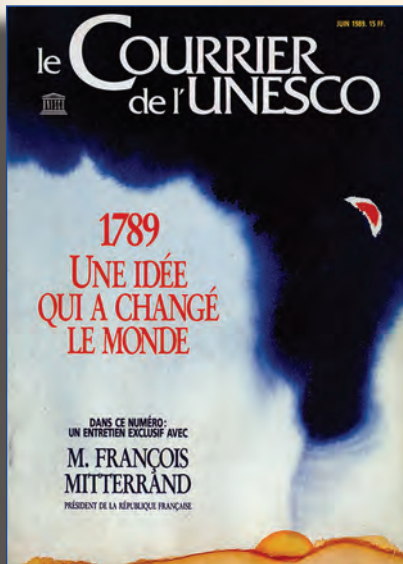
Cette ligne éditoriale rencontrera un grand succès jusqu'aux années 1980, soutenue par un nombre croissant de traductions étrangères et par une progression qualitative de l'iconographie. C'est vers la fin des années 1980 que l'on constate un certain essoufflement, annonciateur de changements rédactionnels : les nouveaux co-directeurs du *Courrier*, Bahgat El Nadi et Adel Rifaat, se sont exprimés très longuement sur cette mutation dans un numéro hors série de *Lien/Link*, paru en juillet 2007 : « *Jusque-là, la revue avait été une rare "fenêtre sur le monde", monde terriblement cloisonné, où l'Europe ignorait tout des populations et des cultures d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine... le Courrier avait percé les premières brèches dans les murs qui séparaient les uns des autres. En particulier, il avait fait merveille dans les pays de l'Est, car il avait été le seul périodique non idéologique à circuler librement dans ces pays.* » La fenêtre mensuelle sur le monde devenait en quelque sorte obsolète.

Le Courrier offrira alors, à partir de 1989, des thèmes d'intérêt universel, traités par des auteurs de nationalités, de compétences, de sensibilités différentes. Certes, un grand nombre de numéros précédents avaient déjà adopté cette approche, mais trop de livraisons consacrées à une civilisation particulière, à un pays ou à une gloire nationale s'étaient heurtées aux exigences des délégations permanentes. En systématisant les numéros thématiques à vocation universelle, *Le Courrier* échappait à ces entraves. Une longue et belle série naît de cette nouvelle orientation : « 1789, une idée qui a changé le monde », « Les épopées anciennes et modernes », « La beauté », « Les îles », « Les demeures du sacré », « L'art éphémère », sans oublier un *best seller* inattendu, « Les déserts ».

Parmi les 609 numéros parus jusqu'en 2001, on trouve trois anthologies très précieuses, l'une à l'occasion des 21 ans du *Courrier* en 1969, l'autre pour célébrer le 40^e anniversaire de l'UNESCO, en juin 1986, la dernière



1



En el corazón del mundo

POR CHRISTIANE NAFFAH

CUANDO el arroyito se encuentra en su momento, todo edificio religioso es el "centro del mundo", como desde hace tres siglos viene afirmando la mequita, desde España hasta la India. Lugar de culto, en algunos casos, la mequita es a la vez un centro cultural en el que se reúnen múltiples enseñanzas: lengua árabe y religión musulmana, así como derecho, geografía, medicina o astronomía. Vinculada al poder, al palacio o a algún personaje poderoso y dotado, es el eje de una serie de establecimientos de carácter social: como hospitales, escuelas, centros de enseñanza, bibliotecas, talleres y escuelas.

Pero su función principal, esencial y universal, como de manera que está vinculada en el corazón de la ciudad, rodeada del mercado con toda su actividad de comercio, punto de partida o término de la inmensa epopeya humana, es la de ser el pulso de la población, de la comunidad, del país, del islam en el mundo.

Los cinco pilares del islam

La mequita está destinada a la oración, que es la más importante de las cinco obligaciones que constituyen los "cinco pilares del islam". La oración individual culmina en el gesto de prostración por el que el musulmán toca el suelo con la frente. Esta acción de sumisión (indica su plano sentido a la palabra "musulmán", que significa "sometido a Dios"). Allí donde se encuentra, el creyente lo realiza a solas como nunca al día. La oración colectiva celebrada en un lugar de culto por cuarenta personas como mínimo refuerza los vínculos de la comunidad. La oración, cuyo momento principal no es la oración, como en la religión es el momento de la oración, sino el momento de la oración (congregación), vocablo que significa "reunión" o "reunión".

2



La mequita

Punto de partida o de llegada del inmenso caracol urbano, la mequita late con el pulso de la ciudad, de la comunidad, del país, del islam en el mundo.



Archa, entrada de la mequita (1350) de la mezquita Hassan II (Fes) en Marruecos, 1989. A la izquierda: Entrada de la mequita del sultán Ahmad (Marrakech, 1611) construida entre 1599 y 1612 en Marruecos.

35



en décembre 2001, avant la suspension temporaire de la parution, l'ensemble constituant un véritable kaléidoscope des thèmes traités par des auteurs tels que Lévi-Strauss, Albert Einstein, André Malraux, Joseph Ki Zerbo, Alexei Leonov, Haroun Tazieff, Cheikh Anta Diop, Marshall McLuhan, Octavio Paz, Joan Miró et tant d'autres... Par ailleurs, l'histoire de l'UNESCO fit régulièrement l'objet de numéros spéciaux, notamment à l'occasion des anniversaires de l'Organisation, avec, dans les années 1980, plusieurs bandes dessinées de qualité « Dessine-moi l'UNESCO », « Le trésor de l'UNESCO », « Si l'UNESCO m'était contée », destinées à un large public.

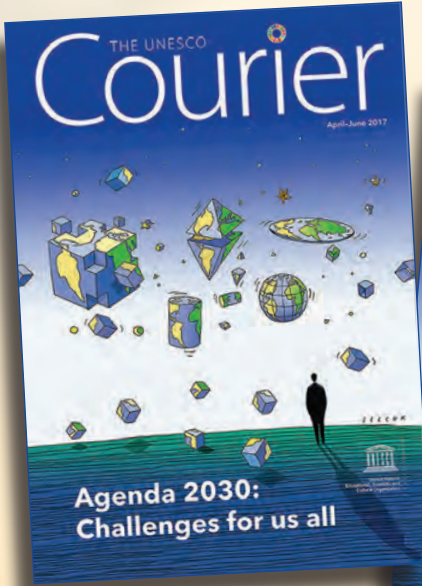
Et voilà qu'après plusieurs années de parutions irrégulières, y compris une version électronique, et une interruption de cinq ans, le *Courrier* reprend sa route depuis avril 2017, grâce au soutien de la République populaire de Chine, et ce, chaque trimestre, dans les six langues officielles de l'UNESCO (le portugais en bonus) en versions imprimée et électronique. Le premier numéro de 2017 (avril-juin) reprend ce qui a fait la marque de fabrique du *Courrier* depuis soixante-dix ans : experts, artistes, journalistes des quatre coins du monde s'y donnent rendez-vous autour d'une thématique universelle. Ce trimestre, il s'agit de « L'Agenda 2030 » avec la contribution de l'UNESCO aux Objectifs du développement durable. Une nouvelle rubrique « Idées » traite,

dans ce numéro, de la perception de l'Islam aujourd'hui, tandis que la rubrique « News » permet de donner au lecteur des nouvelles du programme de l'UNESCO.

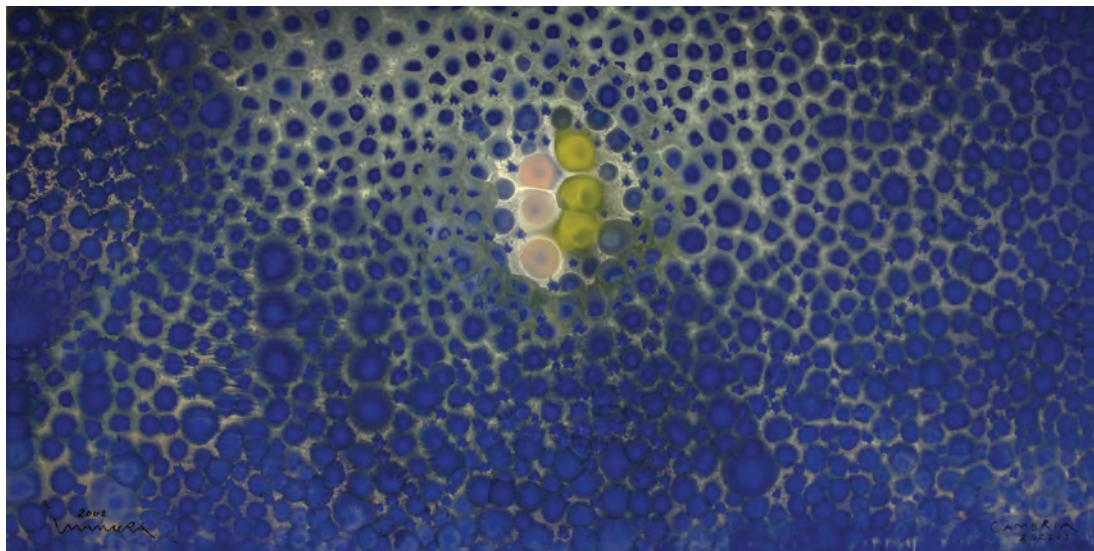
Pour le prochain numéro de juillet-septembre 2017, on annonce un riche dossier sur les médias, sur les fausses nouvelles, sur les frontières brouillées entre faits et opinions...

Bref, l'odyssée des idées se poursuit avec cette nouvelle série. Comme un clin d'oeil à l'éphémère « Bureau des idées » de 1948.

Patrick Gallaud



1. *Le Courrier de l'UNESCO*, Août-Septembre 1991. *Dialogues avec la Mer.*
 2. *Le Courrier de l'UNESCO*, Novembre 1990. *Les demeures du sacré*



© Yukio Imamura. Photo: © Unesco/P. Lagès

Yukio Imamura, "Cambria 202173", 142.5 x 289 cm. Donated by the artist in 2001.

"I started painting at the age of 16. I learned on my own, and, as a real self-educated person, I drew everything that pleased me," Yukio Imamura once wrote. "At 17, I decided to become an artist."

The source of Imamura's work lies in Ise, a small town on the south-eastern coast of Japan where he was born in 1935. Ise is considered to be the most important sanctuary of Shintoism in the country. Very early, he based his work on colour; flitting between abstraction and figurative painting, he built a unique, joyful surrealist, fantastic or dreamlike universe that is above all deeply poetic, not unlike the Japanese haiku poetry that he admires so much.

When he was 28 he travelled to France for the first time. The strong cultural shock he experienced there worried him. He returned to Japan, continued to paint, returning to Paris in 1977 at the age of 42, this time with greater assurance. Since then, Imamura has divided his time between Paris and his hometown, where he also has a workshop. He admires painters such as Jean Dubuffet and Francis Bacon but has also been inspired by Jerome Bosch and Jan Van Eyck.

Part of a series of large abstract paintings, "Cambria 202173" (visible on the 5th floor in Fontenoy) depicts blue spots which converge in the middle of the composition, bearing a resemblance to reptilian scales or cells observed through a microscope. Imamura creates a sort of optical illusion where the eye is caught by two columns each made up of three circles in the middle of the canvas, one in pale pink and the other in a bright yellow. The illusion is made more spectacular when moving away from the canvas, as the work's three-dimensionality appears more clearly.

The Lélia Mordoch Gallery in Paris has shown his work several times. On the occasion of an exhibition

in 2004, when his painting had metamorphosed again, Ms Mordoch wrote in her preface to the catalogue: "I like it when Imamura draws with ecstatic imagination; I like to see this accomplished artist delighted as a four year-old, drawing his fantasies with the spontaneous impulsiveness of childhood... Carried away by his pen, Imamura takes us along with him into his surrealistic delirium."

Some of Imamura's work tells stories of rabbits, planes and creatures caught in strange netting. When asked to explain, he says: "I feel free to paint as I am but I feel caught in the net of the outside world. I am free and at the same time I am not".

Throughout his career, Imamura never ceased to explore new areas. He uses oil and acrylic paint, India ink, and works with brush or air pistol, producing monumental or small paintings depicting bucolic or erotic evocations inspired by mythology or surrealism. He is interested in the sculptures of the Nigerian Mumuye tribe, which he has transposed in painting, but also returned to his roots by illustrating the traditional images of the Japanese zodiac. He is ultimately an unclassifiable artist who moves between abstract and figurative art, between the traditional and the conceptual, without ever losing his own personality.

Imamura's work has been seen in numerous exhibitions. The Museum of Modern Art of Paris acquired some of Imamura's artworks for the first time in 1986. He has also received a number of commissions from the Japanese Government.

His painting has never stopped evolving, for he feels that if he lingers on something he would fall. "It is like riding a bicycle, if you stop pedalling, you fall down," he says. "On a larger scale, life is the same; when immobile, one always sees the same thing. I will stop the day I die."

Maha Bulos

“To Have Another Language is to Possess a Second Soul”¹

“Those who know nothing of foreign languages know nothing of their own” (Johann Wolfgang Goethe)

How does it feel to grow up speaking more than one language? Does your personality change with each language you speak? Is a language the habitat for an entire culture? Does it give you a better understanding of your surroundings? Should you speak the language of your origins to your children? Will it inhibit their learning process and slow down or even prevent their integration?

Polyglots seem to move through the world with ease. They may impress or scare the people they come into contact. Mastering several languages can be exciting or unsettling depending on your background and your surroundings. There seem to be as many ways of dealing with bilingualism as there are individuals. For me, when I was young, “my” three languages were a handy excuse for not expressing my feelings. I would just pretend the language I was using didn’t offer the right words. That way I didn’t have to make up my mind or decide what I wanted to do or who I wanted to be. It was a way of not committing and not taking risks. I only realized when I finally grew into myself that it had nothing to do with my languages but rather with the rhythm of my personal development. Now this may sound like a very personal revelation but that is what happens when people talk about their languages, the vehicle of their identity.

No wonder then that when I returned from the USA after 4 years as Vice-President of the Alliance Française in Charlottesville, Virginia, I decided to join **Bilingues & plus**, a nonprofit association that explores and promotes the cognitive advantages bilingualism.

The association is led by a group of psycho and socio-linguists, speech therapists and language experts. It organizes events ranging from workshops to conferences, and targets schools, universities, community centers but also families or just individuals from various origins and backgrounds. Our last encounter, *Your languages are a plus!* on May 20 2017, was a book presentation followed by questions and answers. Three authors participated, all members of the association: Ranka Bijeljic Babic², its President, Anne-Marie Voise³, who is now working on a new tool, a puppet like

Roxy, to raise awareness of the diversity of languages (12 in all) in small children, and Amina Aït-Sahlia Benaïssa⁴. Passionate about their field, the participants expanded on the cognitive advantages of bilingualism and discussed the great wealth of bilinguals’ cultural heritage. Comments from the floor were very personal and even became emotional at times.

Besides interacting with the public at large, **Bilingues & plus** seeks to rally government officials to its cause. In this capacity it was among the initiators of “language week” (*La semaine des langues*) endorsed by the French Ministry of Education. It also launched 2 degrees including one with the Université Paris Descartes to train early childhood, health and teaching experts/professionals in bilingualism (*Diplôme Universitaire « Bilinguisme chez l’enfant »*).

Bilingues & plus also networks with other like-minded associations and institutions nationally and internationally to share know how and establish partnerships. It is currently being revamped and through this process we are creating a new face, new logo, new website, flyer and Facebook page. Our members, all volunteers, are very much involved and contribute their time and knowledge. Many of us take turns in taking charge of one of the aspects of our project. To maintain a smooth work flow, we always work in twosomes or threesomes. This adds to the fun because we also support each other and put our heads together to exchange and test ideas. Other than acting in the official role of treasurer, I coordinate many of the activities: liaising with the graphic designers, the printers and members of the association who provide me with texts and information but also supporting the president who shapes most of our policies and provides much of the scientific content.

More than half of the world’s population is bilingual. All languages international and local, written or oral, official or not, have the same positive effects on the brain. Speaking 2 or 3 or more languages enables you to switch codes and gives you different perspectives. It helps you understand the different cultures you live in and studies proven that it helps maintain the brain’s elasticity and youth. For **Bilingues & plus** all languages are equal, there are no minor languages, and

1. Charlemagne.

2. Ranka Bijeljic Babic, *The Bilingual Child, from Early Childhood to the Beginning of School*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2017.

3. Anne-Marie Voise, *Roxy and Me! L’anglais à la maternelle*, Paris, Éditions SED, 2013.

4. Amina Aït-Sahlia Benaïssa, *From Language to Identity: a Sociolinguistic Approach to the Expression of Identity*, sous presse.

our main objective is to reassure all foreigners – immigrants and refugees – about their mother tongue as the best base for acquiring a new language and more specifically that of their host country. Moreover, the association aims at dismantling all misconceptions about one language interfering with a person's learning capacity of another, provided this process takes place in a harmonious environment.

Today in a world where the question of immigrants is particularly sensitive, **Bilingues & plus** spreads the

word, seeks to fight prejudice and above all wishes to restore all peoples' pride in their language and their origins as the best way of accepting others.

Ariane Bailey
ex-Documentaliste,
Le Courrier de l'UNESCO

www.bilinguesetplus.com
email: bilinguesetplus@hotmail.com

Parole de femmes



Mimi Barthélémy

phie sur les croyances populaires et le rôle essentiel de l'Afrique dans la culture orale haïtienne, publié en 1928.

Ses études universitaires avaient eu comme effet de survaloriser la part européenne de son métissage et de faciliter son assimilation en France. La prise de conscience de l'abandon de sa part haïtienne ne tarda pas à se manifester par la perte progressive de sa voix, perte de sa mémoire et de l'usage du créole... La reconquête de sa voix perdue s'est faite à la suite d'une longue thérapie réalisée avec le Roy Hart Theatre dans les années 1970-1980. Une fois la voix redécouverte, posée, aguerrie, ample, elle a utilisé sa voix parlée et chantée dans les contes.

C'est alors que s'exprime pleinement sa créativité artistique exceptionnelle, profitant pleinement de la liberté qui lui était offerte par ce genre artistique en prenant le risque de tenter des rencontres de genres, de faire des percées dans des domaines différents. Liberté d'outrepasser les tabous pour mieux éclore, grandir, être enfin soi. Désir d'approfondir la connaissance du patrimoine oral de son pays pour mieux s'en nourrir, le préserver, le faire connaître, apprécier et respecter.

Elle se revendique comme artiste francophone, la langue française était celle dans laquelle elle avait plaisir et facilité à s'exprimer sans nier pour autant la présence du créole dans sa langue d'artiste.

L'un de ses derniers spectacles, créé en 2000, *Une très belle mort*, est placé dans le contexte géographique de la frontière entre Haïti et la République dominicaine. Le retour d'une vieille iguane vers sa terre natale est un joli prétexte pour parler de la vie qui se glisse dans les plis de la mort, cette mort qu'elle a rencontrée sur scène en pleine répétition en avril 2013.

Cécile Duvelle
ex-Chef de la Section du
patrimoine culturel immatériel

La vie de Mimi Barthélémy (1939-2013) s'est déroulée autour d'un triple engagement : celui de la comédienne dans la pratique d'un théâtre sur la mémoire de son pays, Haïti ; celui de la conteuse dans la pratique du conte et la transmission du patrimoine oral de son peuple et, enfin, celui de l'artiste francophone dans la défense des langues françaises, celle de sa terre d'origine et celle de sa terre d'accueil.

Exilée en France pour y poursuivre ses études, elle connaît le déchirement d'avoir quitté sa terre natale. Mariée à un diplomate, elle voyage en Amérique latine, au Sri Lanka et au Maroc, début d'une longue errance qui oriente ses futurs choix artistiques.

Face au risque de perte d'identité et d'aliénation à laquelle la condamnait son assimilation à la France, son pays d'accueil, c'est dans une optique de résistance pour sa survie mentale qu'elle aborde le théâtre. Elle écrit, joue, met en scène l'histoire de l'esclavage dans la Caraïbe et l'histoire d'Haïti, l'histoire de sa famille et l'évocation de son enfance.

Sa pratique du conte commencera dans les années 1980. Elle découvre le travail de l'ethnologue haïtienne Suzanne Sylvain Comhaire, publié en anglais et en créole avec des transcriptions de chants de contes, et se nourrit des travaux réalisés par des ethnologues du Bureau d'ethnologie de la République d'Haïti et du livre du Docteur Price Mars : *Ainsi parla l'Oncle*, un essai d'ethnogra-

Nos auteurs

Paroles d'exil

« L'exil politique n'est pas un acte héroïque »

(Eduardo Gaetano)

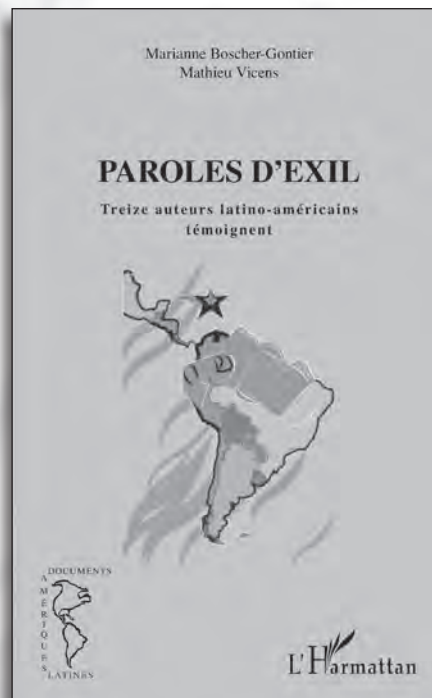
Les dictatures militaires qui ont frappé l'Amérique latine ont renversé de nombreux présidents démocratiquement élus, principalement au Paraguay (1954-1989), en Bolivie (1964-1982), au Brésil (1964-1985), au Pérou (1968-1975), en Uruguay (1973-1985), au Chili (1973-1990), en Argentine (1976-1983). Pendant trente-six ans, la terreur a été instaurée et les libertés individuelles anéanties. Les enlèvements, les arrestations arbitraires, les emprisonnements, les tortures, les viols, les disparitions et les éliminations ont fait des centaines de milliers de victimes et d'exilés.

Dans le contexte de la Guerre froide, qui opposa les États-Unis d'Amérique à l'Union soviétique de 1947 à 1989, et du triomphe de la Révolution cubaine qui porta Fidel Castro au pouvoir en 1959, les différents présidents nord-américains et la CIA, hantés par le communisme, n'ont cessé d'œuvrer pour installer, puis maintenir les dictatures militaires, estimant que la gauche latino-américaine représentait une menace pour leur sécurité nationale.

Les États-Unis ont notamment participé à la création du Plan Condor, une opération criminelle qui consistait à coordonner les informations des différents services de sécurité des *juntas* militaires afin de poursuivre, torturer et assassiner tous les opposants politiques, aussi bien en Amérique latine qu'aux États-Unis, et jusqu'en Europe. Ce terrorisme d'État a été mis au jour grâce au courage et à la ténacité du Paraguayen Martin Almada¹, lui-même arrêté, torturé et exilé.

Près de trente ans après la fin de la dernière dictature, en 1990 au Chili, l'Amérique latine n'a pas encore pansé ses blessures. La grande majorité des responsables des crimes perpétrés sous les régimes dictatoriaux n'a jamais été jugée, restant ainsi impunie grâce à la clémence et à une certaine amnésie des différents gouvernements démocratiques qui ont succédé aux dictatures.

Ils sont treize² à raconter leur calvaire durant les années noires des régimes répressifs qui ont sévi en Amérique latine entre 1960 et 1990. Ils sont nés en Uruguay, au Chili, en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Mexique, à Cuba. Ils sont écrivains, poètes, essayistes, dramaturges, journalistes. Ils avaient entre 19 et 40 ans lorsqu'ils furent contraints de quitter leur pays pour raisons politiques. Tous n'étaient pas des militants engagés mais tous étaient perçus par les autorités militaires comme subversifs. L'ouvrage *Paroles d'exil*³ retrace, au travers de leurs témoignages, les persécutions et les tortures subies en prison, les circonstances



Marianne Boscher-Gontier et Mathieu Vicens.

de leur départ, leurs souffrances physiques et morales, leur résilience, souvent grâce à l'écriture. Certains sont connus en France pour y avoir été édités en français. Si tous ces destins ne se ressemblent pas ils ont en commun la nostalgie de leur terre natale, mais aussi la reconnaissance pour la terre de leur exil.

Marianne Boscher-Gontier

1. Martin Almada a découvert, en 1992, dans un commissariat de police désaffecté, des documents confirmant les opérations de répression menées dans le cadre de l'opération Condor, appelés depuis « Les Archives de la terreur » (voir *Le Courrier de l'UNESCO*, N° 9, 2009, p. 3). Il a été fonctionnaire international à l'UNESCO, au Secteur de l'éducation.
2. Isabel Allende (Chili), Oscar Castro (Chili), Roberto Ampuero (Chili), Sergio Zamora (Chili), Carlos Licano (Uruguay), Eduardo Gaelano (Uruguay), Martin Caparros (Argentine), Victor Montoya (Bolivie), Martin Almada (Paraguay), Milton Hatoum (Brésil), Zoé Valdes (Cuba), Maria Cruz Varela (Cuba), Jordi Soler (Mexique).
3. Marianne Boscher-Gontier et Mathieu Vicens, *Paroles d'exil. Treize auteurs latino-américains témoignent*, Paris, L'Harmattan, 2017.



Isabel Allende (Chili),



Oscar Castro (Chili)



Roberto Ampuero (Chili)



Sergio Zamora (Chili)



Carlos Licano (Uruguay)



Eduardo Gaelano (Uruguay)



Martin Caparros (Argentine)



Victor Montoya (Bolivie)



Martin Almada (Paraguay)



Milton Hatoum (Brésil)



Zoé Valdes (Cuba),



Maria Cruz Varela (Cuba)



Jordi Soler (Mexique)



La souffrance au travail, notamment à l'UNESCO, a mis du temps à être reconnue. Elle pèse sur la santé du personnel mais aussi sur la bonne marche de l'Organisation. Il convient donc d'en prévenir les troubles, dont le « burn-out », de savoir les dépister précocement pour éviter leur aggravation. La prévention ne repose pas seulement sur les superviseurs mais aussi sur l'ensemble du personnel. Il appartient donc à chacun d'œuvrer à l'amélioration des conditions de travail. Aussi est-il important d'avoir une meilleure connaissance ainsi qu'une définition plus précise des pathologies liées au travail. Et, si cette question n'est pas du premier intérêt pour les retraité(e)s, il devrait cependant leur parler, ne serait ce que pour mieux comprendre le monde professionnel de leurs enfants et petits-enfants.

© DR

M. C.

Stress, « burn-out » et risques psycho-sociaux

Avec les nouvelles technologies, la pénibilité physique au travail semble diminuer (quoique...) mais la pénibilité psychique, avec ses corollaires (stress, harcèlement, « burn-out », risques psychosociaux), est en progression. Il serait aussi inapproprié de réduire l'épuisement psychologique d'un individu à son seul environnement professionnel qu'à sa seule personnalité : « *L'état d'épuisement est le fruit de la rencontre d'un individu et d'une situation* »¹. « *Les gens sont parfois victimes d'incendie, tout comme les immeubles. Sous la tension produite par la vie dans notre monde complexe, leurs ressources internes en viennent à se consumer sous l'action des flammes, ne laissant qu'un vide immense à l'intérieur, même si l'enveloppe externe reste plus ou moins intacte.* »²

Complexe, le monde d'aujourd'hui l'est particulièrement, surtout en ce qui concerne les relations inter-humaines, qui ont connu de profonds changements avec Internet et les smartphones. Les habiletés sociales attendues sont désormais bien supérieures et beaucoup plus difficiles à acquérir que par le passé. Jusqu'où notre cerveau supportera-t-il cette escalade dans la demande de performance, via les nouvelles technologies, ou « l'homme amélioré » qu'on nous promet ?

Quant à l'activité professionnelle, elle se caractérise, selon la psychologue américaine Christina Maslach, par quatre phases : l'enthousiasme (l'individu est stimulé par la mission qui lui est confiée) ; la dépendance et le surinvestissement compulsif, aux dépens d'autres dimensions de la vie du sujet ; la désillusion (l'individu subit des répercussions négatives dans son environnement privé, ou ne reçoit pas les gratifications espérées pour son travail) ; le « burn-out ».

1. Claude Veil, psychiatre français.

2. Herbert Freudenberger, psychiatre américain.

Les facteurs de stress tiennent à la fois de la vie personnelle et professionnelle d'un individu : gestion des émotions, patrimoine génétique, expériences vécues, perfectionnisme, hyperactivité, antécédents psychopathologiques (dépression, anxiété) ; exigences professionnelles, manque d'autonomie, de soutien social et de reconnaissance au travail, non-partage des valeurs, insécurité de l'emploi ...

À ce jour, le « burn-out » n'étant pas répertorié comme une maladie, la médecine ne propose pas d'outil diagnostic pour le dépister, alors que l'épuisement professionnel est bien réel ! Pour l'OMS, alliage du bien-être physique, psychique et social dans sa définition ambitieuse, la santé se situe, selon une approche plus réaliste, entre bien-être psychologique et troubles psychiques. La détresse psychologique étant entre les deux, elle est considérée comme une situation de souffrance non pathologique. Aussi le risque est-il pour le médecin de prescrire, un peu trop rapidement, psychotropes, tranquillisants et antidépresseurs, qui n'ont pas apporté la preuve de leur efficacité en cas de « burn-out ».

Antichambres de complications qui peuvent être graves (dépression, anxiété, addiction à l'alcool, au café, au dopage, à l'abus de tranquillisants), les symptômes du « burn-out » sont la fatigue (l'individu ne peut même plus fournir un effort en apparence minime) ; la dépersonnalisation (altération des capacités d'empathie, d'humanité, d'interaction avec l'environnement) ; une réduction du sentiment d'accomplissement, de réussite professionnelle. Parfois accompagnés de douleurs physiques (les opiacés comme la kétamine sont aujourd'hui prescrits pour la dépression), les troubles anxio-dépressifs et les conduites addictives peuvent conduire à une situation d'exclusion sociale.

L'épidémiologie du « *burn-out* » aboutit à des données très variables, pas toujours exactes, et à des études sur les facteurs de vulnérabilité peu concluantes. Pour ce qui est des indices paracliniques, on sait que la dépression entraîne des modifications biologiques et neurobiologiques (hormones du stress, noradrénaline, cortisol, augmentation des peptides pro-inflammatoires, diminution des protéines responsables de la croissance et de l'entretien des neurones dans notre cerveau).

« Chaque individu possède

un certain capital...

S'il vient à le

dépasser,

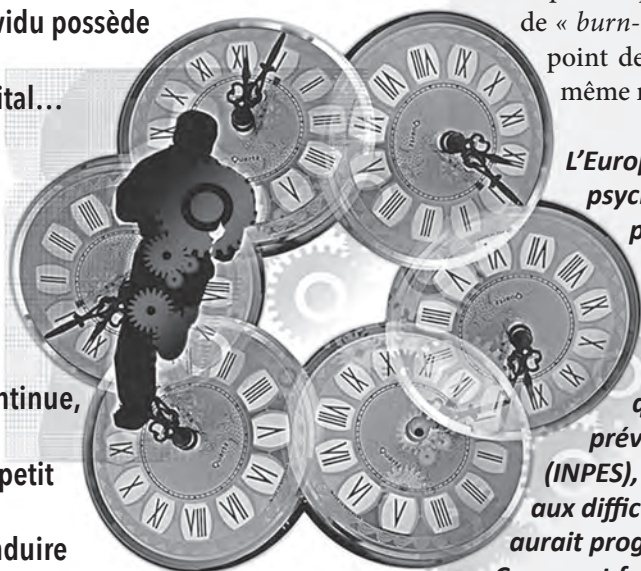
la fatigue l'en

avertit : s'il continue,

même le plus petit

effort va le conduire

à la faillite.»³



© DR

Soigner ou prévenir ?

Au niveau professionnel, pour prévenir le « *burn-out* », la formation à la santé mentale au sein des collectivités et la vigilance sont essentielles. Cela implique une institutionnalisation de la collaboration entre médecine du travail et « *management* » de l'entreprise, dans une démarche de prévention des pathologies mentales liées au travail via la mise en place quotidienne de stratégies adaptées. Au niveau individuel, on sait aujourd'hui l'importance d'une bonne hygiène de vie et de l'activité physique qui favorise, sur le plan biologique, la sécrétion d'endorphines, de sérotonine, et permet d'optimiser nos aptitudes.

Idéalement, il faudrait que chaque entreprise puisse évaluer et exposer les facteurs de risque, les actions de prévention à mener et les initiatives promotionnelles de la santé mentale qui sont mises en œuvre.

Professeur Jean-Pierre Olier
Fondation Pierre Deniker

* Voir le compte rendu *in extenso* de cette conférence organisée par l'AAFU et le Service médical de l'UNESCO sur le site web de l'Association.

3. Voir Note 1.

Questions/Réponses

Le « *burn-out* » est-il le franchissement des limites qu'on vous impose, ou de celles qu'on s'impose à soi-même ?

Limite de soi : celui qui a traversé un épisode de souffrance va en avoir la mémoire, tant biologique que psychologique, même si la capacité de résilience dépend de chacun. Limite des autres : un « *burn-out* » est quasi perçu par la collectivité comme un acte d'héroïsme (il est assimilé à un surinvestissement professionnel), alors que la dépression est jugée comme un signe de faiblesse (des « *managers* » hospitalisés pour dépression grave réclament souvent un certificat de « *burn-out* » de manière à retrouver leur job !). D'un point de vue philosophique, toute expérience de vie, même négative, apporte quelque chose.

L'Europe ne reconnaît pas de maladies psychiques comme maladies professionnelles, sauf le Danemark pour le stress post-traumatique.

En France, un nombre infime de dépressions est diagnostiqué d'origine professionnelle, alors que selon l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES), l'attribution de pensées suicidaires aux difficultés dans le monde du travail aurait progressé de 8 points en quatre ans. Comment favoriser une prise de conscience de ce problème économique et de santé publique ? Comment établir des liens entre le monde de la santé et celui de l'entreprise, qui s'ignorent mutuellement ?

Il fut un temps où la question de la santé au travail était parfaitement bien traitée en France. Il semblerait que le Rapport sur le « *burn-out* » produit par l'Académie nationale de médecine en février 2016, qui préconise la mise en place d'une structure capable de faciliter la coopération entre les ministères concernés (Travail, Santé, Recherche), ait été entendu. Mais, s'il y a une information à renforcer, ce serait auprès des comités régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles. Par ailleurs, beaucoup d'initiatives existent en ce moment : elles mériteraient d'être mieux coordonnées.

Quelles actions mener au sein des entreprises pour éviter la souffrance au travail ?

Il faudrait : favoriser l'éducation et la formation de chacun, notamment des « *managers* », en particulier dans les écoles de niveau supérieur ; renforcer la coopération entre la médecine du travail et la direction des ressources humaines. Les pays les plus avancés dans ce domaine sont les pays de l'Europe du Nord, car la médecine concernant la santé publique est une spécialité valorisée. ■

Carnet

Nouveaux membres / *New members*

- ◆ Juanita CARRO CAVIA
jcarrocavia.bil@gmail.com
- ◆ Yasmine BABIARD
y.babiard@gmail.com

Changements d'adresse / *New address*

- ◆ Anne GREGORY
gregory-anne@bbox.fr
- ◆ Johan RODSMOEN
jrodsмоen@gmail.com

- ◆ Evelyne GAUTIER
evelyne.gautier@gmail.com

- ◆ Helene VANDAELE
geb.vandaele@orange.fr

In memoriam

Depuis la parution de la liste publiée dans le N° 129 de *LIEN*, la Rédaction a été informée du décès, à la date indiquée, des anciens collègues de l'UNESCO dont les noms suivent :

Since the last list published in No. 129 of *LINK* we have been informed of the death, on the dates indicated, of the following former staff members of UNESCO:

10/12/16 : Germaine HAUT MERCIER
06/02/17 : Susanah FAREY
13/02/17 : Edouard BAILBY
28/03/17 : Maria Elena VELASCO CALVO*
02/04/17 : Italo MANZI
02/05/17 : Eduardo PORTELLA
28/05/17 : Anoush KHOSHKISH
31/05/17 : Jacques CÉLISET
08/06/17 : Nicole FRIDERICH
13/06/17 : Michel COHEN
26/06/17 : Daisy CHASE FOLDIAK
26/06/17 : Jacques OGUSE

* non-membre de l'AAFU

EN VENTE : Tour de potier Shimpo Whisper

En très bon état et très silencieux.

Girelle diamètre : 300 mm
Fonctionnement silencieux
Pas de vibration
Pour tourner 10 kg de terre
Tension : 230 V + Terre
Puissance : 300W

PRIX : 500€

Contact : Muriel Lachenaud
Courriel : 3MC.L@WANADOO.FR
Téléphone : 06 73 63 39 98.
Le tour est disponible
à Meudon, 92190.



Eduardo Portella

1932 - 2017

Eduardo Portella, intelectual audaz e imaginativo, escritor que, según Gilberto Freyre, “*sabe escribir y a través de sus escritos actúa, crea, influye*”. Le conocí con motivo de una intervención suya en la UNESCO cuando él era Ministro de Educación de Brasil y yo Director General Adjunto de la Organización. Su discurso me impresionó por su fondo, por su forma, por su visión, por su previsión...

La libertad es el gran don. Eduardo Portella, como Paulo Freire, alternaba magistralmente las certezas y las incertidumbres para, con rigor filosófico y deductivo, actuar siempre al filo exacto de la indagación y de la crítica. Como explícita demostración, así empieza el primer capítulo “Entreabriendo la transición” de su libro *Democracia transitiva*, publicado en 1983 por la Editorial Tempo Brasileiro que él fundó: “Aquí se encuentran, o se desencuentran...” ... El mismo año apareció *El intelectual y el poder* del que entre-saco, por considerar que reflejan muy bien perfiles de su semblanza, tres capítulos: “Estado mínimo necesario”; “Resistencia ética”; y “Saber y poder”. Concluye – es importante subrayarlo – con “Renacimiento de la utopía”, que incluye el “Reencuentro de la esperanza” y “Ser y estar” ...

¡Qué bien, qué nítidamente distinguía “ser” de “estar”! En Brasil, cuando la junta militar instalada en el contexto del “Plan Cóndor” dio paso a un gobierno civil, como una forma de “*glasnost*”, aceptó el puesto de Ministro de Educación. En ese cargo, amnistió a todos los que pudo, combatió la censura y apoyó abiertamente la huelga de los profesores. Frente a las consecuencias de sus actos, invocó memorablemente la distinción entre el permanente “ser” y el momentáneo, cambiante “estar”: “*No soy Ministro. Estoy de Ministro*”. Nunca Eduardo Portella estuvo en un sistema autoritario, porque era, como define la Constitución de la UNESCO a los “educados”, un hombre plenamente “libre y responsable” ...

Fue el primer Director General Adjunto que nombré, colaboró muchos años con gran eficacia en las actividades de la Organización y dejó su huella, en particular, en el Programa “Educación para todos a lo largo de toda la vida”. Fuimos muy buenos amigos siempre. Nos hablábamos invariablemente los días de Nochevieja. El 31 de diciembre de 2016 me hizo un lúcido resumen de la “excepcional” situación del mundo y de la necesidad apremiante de acelerar la transición de la fuerza a la palabra. Le dí muchos recuerdos para Celia y Mariana y él tuvo palabras de renovada amistad para Cheles y los míos...

En 1997 fue Presidente de la Conferencia General e inició, así mismo, las sesiones de la Conferencia en el año 1999...



© Unesco

En 2012, siempre en “Tempo brasileiro”, publicó *Hombre, ciudad, naturaleza*. Son los tres pilares, por orden de relieve, del nuevo mundo que debemos dejar a las generaciones venideras. Este nuevo mundo al que la trayectoria iluminada y luminosa de Eduardo Portella tanto ha contribuido a hacer posible.

Se ha ausentado pero su estela seguirá siempre presente en Brasil, en América, en el mundo... y, desde luego, en la UNESCO, en la AFUS.

Federico Mayor
Director General
de la UNESCO (1987-1999)

Eduardo Portella: a daring, imaginative scholar. A writer who, as Gilberto Freyre once said, “*knows how to write, and whose writing is action, renewal, influence*.” I met him at a speech he gave at UNESCO, when he was Brazil’s Minister of Education, and I was Deputy Director-General of the Organization. His words impressed me in their substance and their form, for their vision and their foresight...

Freedom is the great gift. Eduardo Portella, like Paulo Freire, masterfully sifted through certitude and doubt, invariably managing to pull, with the philosopher’s critical, deductive rigor, the unmistakably enquiring thread. “Entreabrindo a Transição” (“Unlocking the Transition”), the first chapter of his work *Democracia Transitiva*, is an example. It first appeared in 1983 by Edições Tempo Brasileiro, the publishing house that he founded: “a place of convergence and divergence...” That same year he completed *O Intelectual e o Poder* on the intellectual’s relation to power. Three chapters in that essay stand out in my mind as reflections of his profile. They concerned the minimal requisite State, ethical resistance, knowledge and power. It is important to note that, in conclusion, he raised the question of our utopian heritage, alongside with the crucial needed hope (“*El reencuentro de la esperanza*”), and the dual, all at once shifting and immutable nature of being (“*Ser y Estar*”).

How well, how clearly, did he perceive that ambiguity! In Brazil, when a military junta installed through Opera-

tion Condor gave way to a civil government, as a form of *glasnost*, he accepted the post of Minister of Education. In that capacity, he amnestied everyone he could, combated censorship, and openly supported the striking teachers. Faced with the consequences of his actions, he memorably deployed our languages' distinction between the permanent being (*ser*) and the momentary, shifting (*estar*). "*Não sou ministro; estou ministro*", he said ("*I am not a Minister. I'm just passing through*"). Eduardo Portella would never engage with an authoritarian system. He was invariably the "free and responsible" individual who is at the core of UNESCO's Constitution.

He was the first Deputy Director-General that I appointed. For several years, he collaborated, with great efficiency, in the Organization's manifold endeavours, leaving a special imprint on "Lifelong Learning for All." We were very good friends always, and never failed to contact one another

on New Year's Eve. On 31st December 2017, he gave me a lucid assessment of the "exceptional" situation of today's world and the need to stay apace, in word and in deed. I sent my warmest remembrances to Celia and Mariana and he to Cheles and our family.

In 1997 he was elected President of UNESCO's General Conference, and opened, in that capacity its session of 1999...

2012 saw the publication, also with *Tempo Brasileiro*, of his essay *Homem, Cidade, Natureza* – Man, Cities, Nature: the three pillars of the world we have to bequeath to future generations. A new world, shaped by the enlightened and enlightening pathways that Eduardo Portella contributed to building.

Eduardo Portella has taken his leave, but his star remains present in Brazil, in America, in the world... and, needless to say, at UNESCO and AFUS.

(Translated by F. Albernaz)

Italo Manzi

1932 - 2017

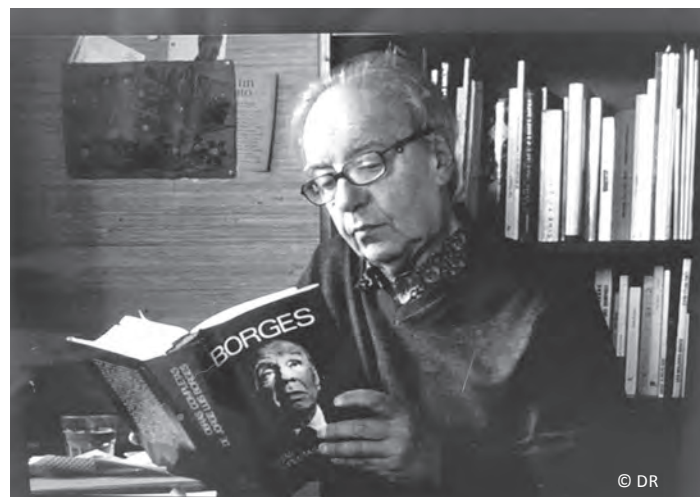
Italo Manzi nous a quittés le 2 avril 2017. Nous avons été nombreux à lui rendre hommage au cimetière du Père Lachaise, lors d'une bénédiction suivie d'une émouvante cérémonie d'adieu.

Entré à l'UNESCO dans les années 1980, Italo Manzi a toujours travaillé à la Section de la traduction espagnole mais il a élargi très rapidement le cercle de ses amis à d'autres services de l'Organisation grâce à sa personnalité hors du commun et à ses qualités.

Très cultivé, au cours de ses études de lettres et langues étrangères à Buenos Aires, sa ville d'origine, il avait été l'élève de Jorge Luis Borges, puis il y avait enseigné le français et dirigé les cours de français du cursus de sociologie à la Faculté de Philosophie et des Lettres.

Amoureux des langues vivantes, il en connaissait un bon nombre et n'hésitait pas à en apprendre de nouvelles, chaque fois que l'occasion s'y prêtait comme lorsque la Conférence générale décidait de tenir une session hors Siège. En 1962, il avait obtenu une bourse du gouvernement français pour se spécialiser dans les langues et les lettres scandinaves à la Sorbonne. Mais ce goût pour les langues, les calembours et les mots croisés était doublé d'une autre passion qu'il cultivait depuis son adolescence, celle du cinéma et, plus spécialement, celle des comédiens. Lors de ses nombreux voyages, il n'a jamais manqué d'entrer en contact avec des acteurs et des actrices qui avaient travaillé à « l'époque dorée » du cinéma qu'il appréciait tant.

Sa profonde connaissance du cinéma des années 1930 et 1940 qu'il élargissait notamment en fréquentant de manière assidue la Cinémathèque française, des



festivals très pointus et des personnalités de la cinéphilie parisienne, sa collection de films de cette période, enrichie constamment depuis l'apparition des vidéo-cassettes d'abord, puis des DVD, séduisaient les amoureux du septième art et nombre d'interlocuteurs avides de son savoir et des anecdotes qui ponctuaient toujours sa conversation. Son esprit vif et son humour acide, son goût pour les mots d'esprit et pour les rapprochements inattendus ainsi que son sens de l'autodérision rendaient sa compagnie très appréciée dans des milieux très divers qui le sollicitaient, notamment pour écrire et publier des articles sur son sujet favori.

Ceux qui l'ont fréquenté trouveront dans le film qui lui a été consacré par Jean-Baptiste Bonnet (<https://vimeo.com/13031456>) un hommage à cet Italo passionné et passionnant qui captivait son public ; ceux qui n'ont pas eu la chance de le rencontrer découvriront quelqu'un de particulier, qui a toujours vécu comme il l'entendait, sans se soucier des modes ni du qu'en dirait-on.

Graciela Beatriz Brenna

Sacha Andreyev

1937 - 2016

En coopération avec des membres de sa famille, l'AAFU a organisé courant avril 2017 une cérémonie à la mémoire de notre collègue Sacha Andreyev.

Le temps était beau, ce jeudi 20 avril, vers 13 heures, lorsque nous nous sommes retrouvés en salle XIII. Et il y avait du monde, beau aussi, et quelques lignes écrites par des absents, pour évoquer et faire revivre Sacha Andreyev. Merci à Zoé, Elena et Daniel – ses enfants – et merci à l'AAFU et à son président d'avoir pris l'initiative de cette rencontre.

Accueillis par un trio de Beethoven, anciens et moins anciens, collègues en nombre, interprètes ou non, amis et membres de la famille venus parfois de loin, nous avons retrouvé ou découvert des facettes de la personnalité foisonnante de Sacha.

À l'UNESCO, il a été l'incarnation de l'interprétation pendant toute une époque. Mais ce n'était pas son seul « domaine de compétence », de beaucoup.

À son propos, ce jour-là, nous avons entendu générosité et élégance, clarinette et fanfare du XIII^e arrondissement de Paris, pudeur et raffinement, Pasternak et Soljenitsyne, amitié, vodka et harengs, communication et musique, fonds de la bibliothèque Leonid Andreyev, *bad jokes* et jeux de mots vaseux, compliments par Federico Mayor lors de son départ de l'Organisation, modestie et passions, champignons et Palais des Nations et pelouse de la salle XIII, et, tout au fond, toujours, attachement profond à l'UNESCO, un peu caché, comme chez beaucoup d'entre nous. Inventaire à la Prévert ? Non, une part de Sacha, tout simplement.

Après une *Élégie sur le nom de Sacha*, composée pour l'occasion par Gérard Pesson, présent dans la salle, et jouée comme le premier morceau par le Trio Anpapié (Elena Andreyev, Fanny Paccoud, Alice Piérot), une courte vidéo, d'autres histoires vécues et d'autres souvenirs, personnels et touchants, parfois sérieux jusqu'à l'érudition, en français et en anglais, racontés par des proches qui l'avaient connu dans d'autres univers que le nôtre.

Pour reprendre une phrase de sa fille Elena, les mots prononcés nous ont rendu un Sacha heureux et aimé, avec pincées de sel et sourires en coin.

Et pour préparer notre séparation, l'*Aria* des Variations Goldberg : pouvait-on imaginer meilleur choix ?

Voilà. Alexandre Andreyev était un sacré bonhomme et un grand monsieur. Son souvenir nous a réunis ; l'amitié et l'affection de nombre d'entre nous l'accompagnent.

Oscar Larrauri

ex-Directeur des relations extérieures
(décentralisation et coordination hors Siège)
ancien interprète



© S. A.



L'AAFU et les Associations sœurs AFUS & Sister Associations

Ensemble

Assemblée générale de l'AAFU 16 mai 2017



Georges Kutukdjian, Ana Dumitrescu, Josiane Taillefer, Christine Bruyère, Immo Welter, Laurent Bonhote et ses collègues de MSH.

© I. Fabbri

La vingt-cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'AAFU s'est tenue à Paris, le 16 mai 2017, sous la présidence d'Ana Dumitrescu. La Directrice générale, empêchée, était représentée par Annie Grisar, Chef de la Section des politiques du personnel et du recrutement au Bureau de la gestion des ressources humaines (HRM), accompagnée de la nouvelle assistante sociale, Christine Goletto.

Georges Kutukdjian profite de l'occasion pour présenter la nouvelle secrétaire de l'AAFU, Josiane Racine, qui remplace Agnès Van den Herreweghe.

Les sujets suivants ont été abordés : la **Caisse des pensions** a fait l'objet de campagnes de désinformation parties de New York et visant à déconsidérer le Secrétaire exécutif de la Caisse, Sergio Arvizu. L'AAFU, avec le soutien de la FAAFI, s'est désolidarisée de ces campagnes. Les avoirs de la Caisse s'établissent cette année à 57 milliards de dollars US. Le taux de croissance s'est amélioré bien qu'il n'atteigne pas encore l'objectif de 3,5 %.

Fiscalité : la Cour européenne de justice s'est prononcée, dans un arrêt Wenceslas de Lobkowitz, en faveur du remboursement aux fonctionnaires européens non-résidents, de la CSG et autres cotisations sociales prélevées sur les revenus de leur capital. L'Assemblée a autorisé le Comité exécutif à utiliser le fonds spécial transféré à l'AAFU lors de la clôture de l'association fondée par D. Najman, P. Henquet et W. Zyss, pour consulter un avocat.

Caisse d'assurance maladie : le Tribunal administratif de l'OIT a déclaré nulle et non avenue la décision de la Directrice générale de l'UNESCO d'appliquer celle de la Conférence générale de modifier la gouvernance de la Caisse

et d'en réécrire le Règlement, estimant que, l'Assemblée générale des participants n'ayant pas approuvé ce nouveau règlement, la Conférence

générale ne pouvait pas le modifier elle-même. En ce qui concerne l'assurance maladie après service (ASHI), G. Kutukdjian est le représentant principal de la FAAFI au groupe de travail créé par l'Assemblée générale de l'ONU où il coordonne les travaux de quatre personnes par réunions ou vidéoconférences.

Site internet : chaque adhérent à jour de ses cotisations a accès au site Internet. Depuis janvier 2017, deux anciens collègues s'occupent de sa mise à jour courante. Les principaux articles du *Lien* n° 129 peuvent y être consultés. Les numéros antérieurs y seront progressivement intégrés dans leur totalité.

Rapport de la Trésorière : le déficit montré dans le budget de l'année écoulée résulte de la prime de départ versée à l'ancienne secrétaire.

Problèmes rencontrés avec MSH International : Immo Welter (HRM) représentait la CAM et Laurent Bonhote, le prestataire. Les assistants ont fait part de leurs très nombreuses préoccupations : accueil, accès au compte personnel, délais, pièces justificatives, problèmes de compte bancaire, prises en charge tardives, non-remboursement des trajets en taxi, inadaptation du formulaire de demande de remboursement, etc. Laurent Bonhote déclara que les échanges avec l'Administration se multiplient afin d'améliorer la situation ; un nouveau formulaire de demande est à l'étude et sera disponible fin juin.

Élection au Comité exécutif : les quatre candidats sont réélus à l'unanimité, Piero Vagliani ayant au préalable retiré sa candidature.

La session a été suivie d'un vin d'honneur.

Yolaine Nougier

Club de l'Amitié



Photo : © DR

Temps et mémoire : le Journal intime

D'où vient le désir d'écrire des textes intimes ? À qui s'adressent-ils ? À soi ? À tous ? À personne ? Est-ce pour retenir le temps, mouler la mémoire pour l'éternité ? Quelles différences avec les Confessions, les Mémoires et les Chroniques ? Ce sont ces questions qu'aborda Georges Kutudjian lors de la conférence organisée par Dina Zeidan dans le cadre du Club de l'Amitié, le 25 avril 2017.

Pour qui écrit-on ?

Différents genres littéraires s'apparentent au Journal intime : les Confessions, les Mémoires, les Chroniques... mais s'en distinguent à plus d'un titre.

Les **Confessions** ont pour objet d'avouer, d'expier une faute que seul Dieu peut pardonner : Saint Augustin rappelle que sa jeunesse dissolue l'a conduit à Dieu ; Jean-Jacques Rousseau, l'auteur d'*Émile*, ouvrage sur l'éducation des enfants, justifie par la mort de sa mère en couches et le rejet de son père, l'abandon de ses cinq enfants. Parce qu'en avouant, il s'innocente, le « Je » des Confessions n'est rien autobiographique : il est vide. Son *mantra* est : « *Péché avoué, à moitié pardonné.* »

Les **Mémoires** inscrivent le déroulement d'une histoire dans la grande Histoire. Son auteur en confirme ou infirme les événements. Vu sous le prisme social, politique ou professionnel, le « Je » des Mémoires, amputé de sa complexité existentielle, est partiel : le Duc de Saint-Simon a ainsi le génie de prévoir la fin de la monarchie du fait de la montée en puissance de la bourgeoisie ; la Princesse Palatine décrit, sans fioritures, le physique ingrat du roi Louis XIV et de son frère, « Monsieur », qu'elle fut contrainte d'épouser.

Les **Chroniques** font, quant à elles, le récit d'événements extérieurs et historiques (de pays, de civilisations, de populations autochtones nouvellement découverts). Le « Je » des Chroniques est impersonnel : Jean Racine et Nicolas Boileau sont engagés pour écrire l'historiographie de Louis XIV. Le « Je », ici, ne s'implique pas. Il interprète, fait des rapprochements, des analogies. C'est un mégatexte, c'est-à-dire une réflexion sur des événements, pas sur le texte en soi. Seul point commun avec le Journal intime : la datation.

Le Journal intime, un genre à la marge ?

Les premiers journaux intimes sont apparus en Angleterre¹. Ils sont rédigés de manière régulière ou intermittente. Le « Je » se met en retrait des autres, il exprime ses pensées et ses sentiments les plus secrets, même s'il acceptera de les divulguer, un jour, de manière complète ou partielle. Tous les auteurs d'un journal intime pratiquent l'introspection et l'analyse : Maine de Biran, le philosophe cartésien ; Benjamin Constant, qui use du langage codé ; Virginia Woolf ;

1. Élisabeth Bourcier, *Les journaux privés en Angleterre de 1600 à 1660*, Paris, Publications de la Sorbonne-Imprimerie nationale, 1976.

Julien Green (« *Pourquoi suis-je moi ?* ») ; Benjamin Constant, qui met son histoire à distance (« *J'ai besoin de mon histoire comme de celle d'un autre ... pour ne pas m'oublier sans cesse* »). Dans le Journal intime, le « Je » s'adresse à l'autre « Je » (« *Je est un Autre* », écrit Arthur Rimbaud².)

Pour beaucoup, le Journal intime est un genre littéraire « à la marge », voire impur : pour Maurice Blanchot, si l'auteur du roman vise à l'universel en transcendant ses sentiments, l'auteur du journal intime, lui, résiste à se dessaisir du « moi ». Pour Simone de Beauvoir, « *les grandes œuvres sont comme des totems abandonnés dont on ne sait d'où ils nous viennent* » (Marcel Proust, parvient à exprimer ses sentiments de manière universelle) ; pour Roland Barthes, également, l'introspection n'est intéressante que si son auteur écrit un « anti-journal », un texte qui consisterait à décrire, comme s'il les ressentait, des événements qui touchent autrui.

Pour Blanchot et Barthes, le Journal intime n'est pas une œuvre littéraire car son auteur cède au principe de plaisir de s'épancher. Le « Je » est comme « une sécrétion du sujet ». Or, ce « Je-viscosités » est une réelle faiblesse.

Une écriture au présent

Le Journal intime se caractérise par une simultanéité de l'écrit et du vécu. Il n'y a pas de distance entre le récit de la situation et sa dénonciation. Comme les Chroniques, le Journal intime sert à jalonner le temps : il donne sens au présent et organise l'avenir. Il procède au glissement de la vie publique à la vie privée, de la vie privée à la vie intime, voire à la vie spirituelle. Écrire son journal intime, c'est comme écrire à l'autre qui est en soi : Madame de Sévigné en est un exemple.

Le genre « Journal intime » est assez récent : s'il est apparu au 17^e siècle en Angleterre, c'est grâce à deux facteurs : le papier (16^e siècle) et l'horloge mécanique, qui nous fait passer du temps cyclique sacré au temps

irréversible humain. Le Journal intime est fixé au calendrier séculaire, pas au temps qui se répète via des fêtes que l'on retrouve à date fixe (Noël, Carême, etc.).

L'origine du journal intime se trouve dans les livres de comptes, les récits de rêves, les livres de bord, les livres de raison qui, en plus d'informations pratiques (chiffres, mutineries, généalogies, éducation des enfants, ...), regorgent de réflexions plus ou moins intimes. Ainsi, en ajoutant à la liste de ses achats de teintures de peinture et de ses ventes de tableaux, des propos personnels, Rosalba Carriera, peintre italienne du 17^e siècle, laisse dans ses écrits une trace mémorielle, qui se rapproche d'un type d'écriture qui fixera la mémoire.

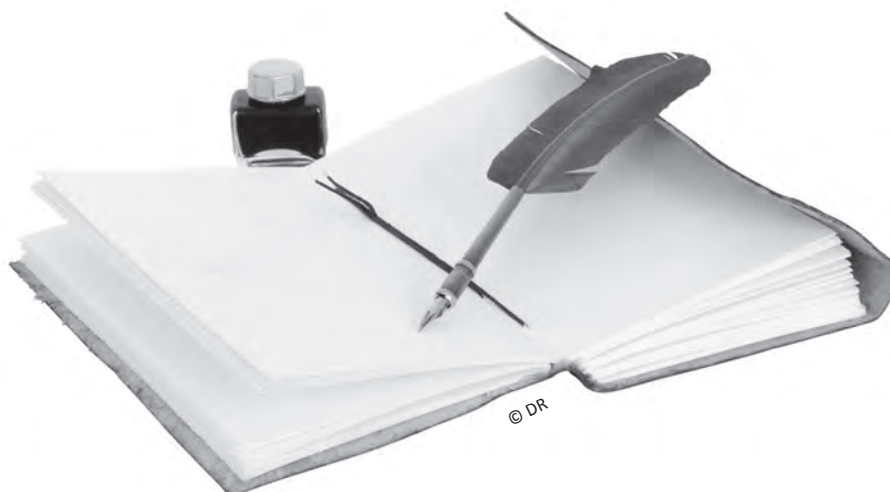
Faut-il être malheureux pour écrire « son » journal ?

L'écriture de son journal intime tiendrait-il lieu de catharsis dans les moments les plus douloureux de l'existence ? De nombreux exemples semblent le prouver. Libérée de la Bastille par la Duchesse du Maine³ dont elle était la suivante, Madame Delaunay arrêtera de tenir le journal de son quotidien lorsqu'elle épousera Monsieur de Staal. Ainsi en est-il de Louise Necker, de la divine Madame Roland, de Charlotte-Nicole Coquebert de Montbret, d'Adélaïde de Castellane, et de bien d'autres. Des femmes surtout, sans doute parce qu'à l'époque les femmes n'étaient guère autorisées à s'exprimer dans un autre genre d'écriture.

Georges Kutukdjian

2. « Lettre de Rimbaud à Georges Izambard », 13 mai 1871.

3. Épouse du fils bâtard de Louis XIV et de Madame de Montespan.



Club Mémoire et Avenir



Une nouvelle stratégie pour l'Afrique Entre émergence et transformation

Pour évoquer les réalités complexes d'un continent jeune et dynamique où foisonnent les initiatives et se multiplient les signes positifs de croissance et de développement économiques, et inscrire dans cette perspective la priorité Afrique ancrée depuis plus de vingt ans au cœur des programmes de l'UNESCO, le Club Mémoire & Avenir a invité Henri Lopes, ancien Directeur général adjoint qui a lancé le Département Afrique et en a assuré la direction jusqu'en 1998, et Édouard Matoko, Sous-directeur général pour le Département Afrique depuis 2016.

Quel est le lien qui unit l'UNESCO à l'Afrique ?

L'Afrique, c'est d'abord une question de langage. Parler de l'Afrique n'est pas si évident. Certains appréhendent le continent en son entier. Mais, pour beaucoup, y compris parmi les Africains, l'Afrique commence au sud du Sahara. Il m'est arrivé souvent, dans les pays du Maghreb et à plus forte raison du Machrek, de m'entendre dire : nous faisons un grand effort pour l'Afrique, nous avons un grand nombre d'étudiants africains ...alors que le Maghreb et le Machrek font partie de l'Union africaine ! Mais je n'entrerai pas dans cette querelle sémantique et m'en tiendrai à l'Afrique continentale.

L'Afrique est un grand continent : elle occupe 6 % de la surface terrestre et 20 % des terres émergées. Autre point important : elle compte aujourd'hui 1,3 milliard d'habitants (soit le nombre de Chinois il y a une vingtaine d'années), autrement dit 16,24 % de la population mondiale. Selon l'ONU, ce chiffre atteindrait les 2,5 milliards d'habitants en 2050, ce qui représenterait alors le quart de la population mondiale.

L'Afrique est un continent comprenant 50 pays qui tous ont leurs particularités. Ce qui est vrai en Afrique centrale ne l'est plus en Afrique de l'Est, ou en Afrique australe ou septentrionale. Moi qui suis originaire d'Afrique centrale, il m'est arrivé de me trouver dépaysé en Afrique de l'Est. Nous sommes des Bantous à la culture un peu légère, insouciants, aimant la danse. En Afrique de l'Est, sous l'influence anglosaxonne, les gens se montrent beaucoup plus pudiques et réservés.

L'Afrique, ce sont aussi les fléaux de la malnutrition, des guerres et des catastrophes dont la presse se fait quotidiennement l'écho. Dans les domaines de compétence de l'UNESCO, le continent souffre surtout d'un décalage en matière d'éducation. Durant ces dernières années, ce décalage s'est réduit, alors qu'il s'était paradoxalement accru après les Indépendances sous l'effet de politiques d'ajustement structurel qui avaient amené les gouvernements à réduire leurs efforts dans ce domaine. Dans les années 1990, 79 % de la population avaient accès à l'enseignement secondaire, contre 70 % dans les années 1980.

L'Afrique, c'est un taux de croissance parmi les plus élevés au monde : 2,5 %. Une moyenne sur 50 pays, dont

certains dépassent les 3 %. Quand j'étais étudiant, nos professeurs à la Sorbonne nous apprenaient que 3 % de taux de croissance, c'était un plafond. Il y a dix ans, on a soudain assisté à l'essor économique et social de tout un continent. En 2014, l'hebdomadaire britannique *The Economist* publiait ainsi en couverture « Africa Rising », alors que ce même journal titrait 20 ans plus tôt « The Hopeless Continent » !

Cette euphorie s'est atténuée ces dernières années, d'abord dans les pays producteurs de pétrole en raison de la chute des cours, et dans d'autres pour des questions relevant principalement de leur gouvernance.

Quel est le lien qui unit l'UNESCO à l'Afrique ? Je ferai appel à mes souvenirs et à mon expérience. Dans les années 1960, dites des « Indépendances », l'UNESCO avait pris conscience de l'importance du continent et avait agi. Sa plus grande réussite à mes yeux était le maillage des écoles normales supérieures dont elle avait quadrillé le continent. Le but était de former en un temps record les formateurs de l'enseignement secondaire dont l'Afrique avait tant besoin. Et l'UNESCO a su le faire, grâce aux moyens que mettaient à sa disposition à ce moment-là d'autres institutions telles que le PNUD ou la Banque mondiale. À cette époque, le partenariat avec les organes de financement du système des Nations Unies était « *fair play* » : l'UNESCO avait la capacité, la connaissance, le professionnalisme, et les agences de financement, qui ne se mêlaient pas de politique, lui laissaient les mains libres sur le terrain.

Je suis moi-même un peu le produit de ces programmes, qui se proposaient d'identifier parmi les étudiants africains, lesquels n'étaient pas nombreux à l'époque, ceux qui seraient formés pour enseigner dans les écoles normales supérieures. Nous recevions des bourses, qui nous permettaient de suivre deux années de formation dans le pays de notre choix, et nous revenions prendre la relève des professeurs en place.

Plus que toute autre organisation, l'UNESCO a très tôt manifesté une compréhension des réalités politiques du continent. Le Directeur général de l'époque, René Maheu, a vite compris que l'Afrique deviendrait un continent d'avenir et quel parti politique en tirer. Le nombre des États membres était passé en quelques années de 80 à 160, et, dans cet ensemble, le Groupe africain, qui était alors extrêmement compact, pesait lourd. C'est à cette époque que remonte la création de nombreux bureaux régionaux, une quinzaine environ, dont le BREDa à Dakar, le Bureau de Nairobi pour les sciences, le Bureau de Tanger pour la formation des administrateurs...

Très conscient des enjeux de l'Afrique, René Maheu prenait parfois des risques. J'étais alors un des plus jeunes chefs de délégation à la Conférence générale : c'était l'époque de la lutte contre l'*Apartheid* et de la décolonisation, et le Groupe africain débattait d'une résolution

visant à exclure l'Afrique du Sud et le Portugal. C'était intense, passionné. Soudain, René Maheu descendit nous dire que ce projet de résolution ne lui donnerait pas les moyens d'agir. Le Président du Groupe, Amadou Mahtar M'Bow, le retira aussitôt et l'amenda dans le sens suggéré par René Maheu, à savoir de l'adosser à une décision des Nations Unies lui donnant la possibilité de soutenir les mouvements de libération. La résolution fut adoptée en l'état. J'aime à rappeler cet épisode, car il montre qu'il y avait eu, avant Amadou Mahtar M'Bow, un Directeur général africain et c'était René Maheu.

Le Directeur général, Amadou Mahtar M'Bow, quant à lui, a souffert d'une situation qui affectait l'ensemble du système des Nations Unies : les institutions de financement s'étaient emparées des programmes des agences d'exécution. L'UNICEF, le PNUD ont voulu faire de l'éducation, avec des moyens encore bien supérieurs à ceux qu'ils mettaient auparavant à la disposition de l'UNESCO, sans toujours avoir l'expertise nécessaire. Il a également pâti du retrait des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni.

Après lui, le Directeur général Federico Mayor, ayant pleinement conscience de succéder à un Africain, fit, dès sa nomination, des gestes symboliques en direction de l'Afrique. Je n'en citerai que deux : sa première visite officielle fut pour la Côte d'Ivoire, dont, à l'époque, le Président Houphouët-Boigny était considéré comme un sage. C'est à la suite de cela qu'a été créé le Prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix dont nous connaissons aujourd'hui encore le retentissement. Il lança, par ailleurs, la Priorité Afrique.

Je mesure les réticences que cela a pu provoquer. Considérer qu'un continent ou qu'un groupe de pays est prioritaire dans une organisation dont le but premier est l'échange international est un peu contraire à sa nature universelle. Ce sont les programmes de substance qui devraient bénéficier d'une priorité et non un continent ! Ensuite, dans l'exécution du programme, j'ai rencontré nombre de difficultés, car les États membres africains au Conseil exécutif attendaient de la Priorité Afrique des retombées financières qui ne se sont pas concrétisées. Le Département lui-même n'avait pas de budget spécifique et n'était investi que d'une mission de coordination et d'identification dans les programmes d'activités pouvant constituer une priorité pour l'Afrique. C'était un exercice acrobatique, difficile à mettre en place.

La colonisation partait du présupposé que nous étions des peuples sans histoire, sans culture, sans civilisation. *L'Histoire générale de l'Afrique* est à cet égard un projet dont l'UNESCO peut être fière. Pour l'intelligentsia africaine, cette collection, en plusieurs langues occidentales et africaines, est un bien précieux. Il y a des programmes de suivi à imaginer.

Ce qui change le plus la vision qu'on a d'un continent et des hommes, c'est la culture. Quand Wole Soyinka, Naguib Mahfouz, John Maxwell Coetzee obtiennent le prix Nobel de littérature, le regard porté sur leur pays se modifie. Ce qui handicapait les cultures africaines, c'était que nous avions peu de monuments, que notre culture était orale. « *Un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle* » disait l'écrivain malien Amadou Hampaté Ba. Eh bien, en Afrique comme dans la Grèce antique, nos bibliothèques sont dans la mémoire que les gens se transmettent. Les outils modernes, le numérique par exemple, pourraient être précieux pour sauvegarder ce patrimoine culturel et artistique.

Henri Lopes

Un programme à refonder ?

On ne saurait évoquer le positionnement de l'UNESCO par rapport à l'Afrique sans montrer ce que ce continent était hier et ce qu'il est aujourd'hui. Et c'est cette continuité qu'il convient de souligner pour la Priorité Afrique.

Enfant ayant grandi en Afrique, je voyais l'UNESCO envoyer des experts pour construire des écoles, produire du matériel scolaire, former des enseignants, accorder des bourses à des étudiants pour leur formation à l'étranger. L'UNESCO était alors, pour l'Afrique, l'organisation de référence. Nombre de pays africains lui doivent leurs écoles normales et la plupart de leurs écoles secondaires. Ce crédit, nous le conservons toujours sur le terrain.

À cette Afrique coloniale succédèrent les nouvelles Indépendances, qui s'accompagnèrent de conflits internes, jusqu'aux années 1990, et constituèrent ce qu'on appelle « l'émergence de l'Afrique ». Dans une quinzaine de pays, l'ouverture démocratique a créé les conditions d'une croissance à deux chiffres, plus élevée que la moyenne mondiale. Ainsi la Côte d'Ivoire, qui sort d'un conflit récent, s'est hissée en quatre ans au rang de pays émergent. Dans les années 1990, même si des conflits persistèrent, les taux d'alphabétisation et de scolarisation progressèrent. Plus de la moitié des pays de l'Afrique de l'Ouest au Cap-Vert, de l'Afrique australe à Maurice, bénéficient d'une gouvernance démocratique, avec élections ouvertes et alternance. Malgré toutes les imperfections héritées de l'Histoire, ces jeunes démocraties africaines sont porteuses d'un espoir d'émancipation, même si elles n'ont pas encore la maturité de démocraties plus anciennes. L'histoire des nations africaines est courte : elles ne peuvent accomplir en quelques décennies ce que d'autres, ailleurs, ont obtenu en deux ou trois siècles.

L'image du continent africain a changé. On y trouve toujours des zones rurales de grande pauvreté, où les écoles fonctionnent avec un enseignant pour 80 élèves et où les enfants sont assis par terre, où les femmes se déplacent, à vélo certes, mais avec un enfant sur le dos et une calebasse sur la tête. Mais, à côté de cela, il y a celles, riches d'espoir, d'une Afrique jeune et dynamique. Je pense à ce jeune entrepreneur sud-africain qui a créé une école pour de jeunes cadres africains à l'île Maurice, où il reçoit 200 à 300 étudiants américains. C'est le chemin inverse des 500 jeunes talents africains appelés par le Président Obama à se rendre aux États-Unis ! Ce dont a besoin l'Afrique, c'est d'une gouvernance stable qui rende confiance aux populations, et de systèmes d'éducation adéquats. C'est possible, et l'UNESCO peut et doit y contribuer. C'est sur ces images d'espoir que l'Organisation doit refonder son programme.

La nouvelle Stratégie de l'UNESCO pour l'Afrique est en corrélation étroite avec la vision d'« *une Afrique intégrée, prospère et en paix, dirigée par ses citoyens et constituant une force dynamique sur la scène mondiale* » formulée en 2013 dans une note de cadrage pour l'Agenda 2063 adopté par l'Union africaine. Elle est bâtie sur deux axes majeurs : la construction de la paix par l'édification de sociétés inclusives, pacifiques et résilientes, et le renforcement des capacités institutionnelles pour le développement durable et l'éradication de la pauvreté. Elle oriente de manière générale l'action de l'Organisation vers ces priorités et cible plus spécifiquement l'amélioration de la qualité, de l'équité et de la pertinence de l'éducation, le renforcement des capacités scientifiques et techniques, la mobilisation du patrimoine et des industries créatives dans une optique de culture et de développement, la promotion de la liberté d'expression, l'utilisation des nouvelles technologies de la communication (TIC) pour le développement, l'égalité des sexes et l'éducation à la paix et la citoyenneté.

Si toute l'action de l'Organisation est tournée vers ces priorités, mon ambition est, qu'un jour, on n'ait plus besoin d'une « Priorité Afrique » à l'UNESCO !

Édouard Matoko

La priorité Afrique reste d'actualité. L'espoir est qu'il y ait une autre façon de la voir, qui ne serait plus celle d'une Afrique misérable, mais celle d'une Afrique qui a tout à donner. Et on y arrive. Plusieurs pays africains, comme le Cameroun ou le Nigeria, contribuent financièrement au fonctionnement des Bureaux de l'UNESCO qu'ils hébergent. C'était loin d'être le cas il y a quelques années. Il y a donc une évolution dans le bon sens. On pourra toujours parler de Priorité Afrique, mais le regard que nous portons sur ce programme doit changer. L'Afrique est une terre d'avenir.

Nos sorties Face à face : Picasso et les arts premiers

Vendredi 31 mars 2017, plongée dans l'inspiration primitive de Picasso au Musée du Quai Branly¹. Peu de membres de l'AAFU ont répondu à l'appel du Club Loisirs et activités culturelles, sans doute fatigués par une énième exposition Picasso. Dommage ! Plus que toute autre, cette exposition parle aux Unesquiens que nous sommes, convaincus de la mission de notre Organisation de forger une conscience de l'unité de l'espèce humaine dans sa diversité, en démontrant la place des cultures non occidentales dans l'Histoire de l'humanité. Contrairement à Picasso, nous ne pouvons pas dire « L'art nègre ? Connais pas ! »

Création, envoûtement et chamanisme

Malgré sa boutade « L'art nègre² ? Connais pas », comme le montre l'étalage de documents, lettres et photos pris dans ses différents ateliers, du Bateau-Lavoir à Montmartre à l'atelier de Mougins dans le sud de la France, Picasso passera sa vie entouré d'objets des arts d'Afrique (une harpe du Gabon), d'Océanie (des poteaux kanak), des Amériques et d'Asie. Non pas que l'artiste andalou ait une connaissance des peuples et des cultures d'ailleurs. Comme le précise la conférencière, passionnée et passionnante, Valérie Van Wonterghem, son intérêt n'est en rien ethnographique : il est instinctif. Confronté à une multitude d'objets effrayants au Musée d'ethnographie du Trocadéro qu'il visite en 1907, Picasso a une révélation : **le rôle de la peinture est d'exorciser les peurs**. « Toutes ces œuvres sont extraordinaires. Elles sont un rempart pour un homme qui a peur du monde extérieur, très dangereux pour lui. Il s'en fait une protection. Les masques ne sont pas des sculptures comme les autres. Ils sont des choses magiques, des armes. [...] La peinture n'est pas un processus esthétique, c'est une forme de magie qui s'interpose entre l'univers hostile et nous, une façon de saisir le pouvoir, en imposant une forme à nos terreurs comme à nos désirs. Le jour où j'ai compris cela, je sus que j'avais trouvé mon chemin. » Superstitieux, Picasso est terrorisé par l'idée de la mort et de la maladie, comme il l'est par les fétiches à clous du Congo et les marionnettes cérémonielles du Vanuatu que son ami Matisse s'amuse à faire vibrer devant lui. Ce dernier lui offrira une coiffure cérémonielle figurant Nevimbumbao : « L'idole des Nouvelles-Hébrides assise sur une chaise » (2) que Picasso réclamera après sa mort après l'avoir refusée.

L'exposition met donc en scène le choc de cette rencontre avec les cultures dites primitives et les créations « réparatrices » de Picasso (dans une démarche exorciste quasi chamanique) à travers 300 œuvres



dont 107 de l'artiste andalou qui s'en font l'écho. À commencer par le face à face entre le Masque Fang (1) en bois exotique peint du Gabon et le tableau des « Demoiselles d'Avignon » (4) (1907) considéré comme le basculement de l'art moderne : le nez de profil dans le visage de face des demoiselles lui sera inspiré par la forme stylisée de ce masque hypnotique autant que par la couche blanche qui le recouvre, symbole de mystère.

Corps à corps

La mise en regard des œuvres non occidentales avec celles de l'artiste andalou fait le constat de rencontres esthétiques (simplification du trait, symbole d'intemporalité et d'universalité du « Jeune homme nu » (1906) inspiré de la « Figure d'homme Santani » de Papouasie-Nouvelle-Guinée). L'essentiel cependant, comme semble vouloir le montrer l'exposition « anthropocentrée », est la mise en évidence de « présences identiques »³, de réponses similaires aux questionnements de tout homme, ô combien exacerbés chez le créateur, qu'il soit d'ailleurs ou d'ici. Questionnements sur le corps, sans tabou ni pudeur : corps simplifié (une ligne verticale suffit) mais aussi corps géométrisé (« Nu debout », 1907 / « Tapa » (écorce peinte) océanienne inspirée des ancêtres via le rêve), corps signe (« Homme nu assis », 1906 / « Hache rituelle Oshe Shango du Bénin ») ; sur la sexualité « explosive et jouissive » (monolithes sculptés du Nigeria ou lingams océaniques symboles de fertilité / poitrine gargantuesque d'une maîtresse de Picasso) ;

« Visage de masque fermé à l'éphémère, sans yeux sans matière.
Tête de bronze parfaite et sa patine de temps.
Que ne souillent fards ni rougeur ni rides, ni traces de larmes ni de baisers
Ô visage tel que Dieu t'a créé avant la mémoire même des âges.
Visage de l'aube du monde, ne t'ouvre pas comme un col tendre pour émouvoir ma chair.
Je t'adore, ô Beauté, de mon œil monocorde! »

Léopold Sedar Senghor, « Masque nègre »
in *Chants d'ombre*, Paris, Le Seuil, 1945.

1



Photos : © Josette Erfan

sur la métamorphose (« Trois figures sous un arbre », 1908 : l'œuvre n'existe que dans le regard de l'Autre), présence magique faite pour impressionner (l'homme-bouc : « Tête d'homme barbu », 1938) ; sur le visage, « miroir de l'âme » (Cicéron), « premier accès à l'altérité » (Levinas), figure de soi et de la société. En défigurant, déstructurant les visages, Picasso livre la part d'ombre de chacun et de tous (dans la « Série des femmes sur la chaise », la monstruosité des visages violemment triturés révèle les tensions, psychologiques et métaphysiques, de l'homme). La bouche, lieu de la parole, est aussi celui de la dévoration (« Le baiser », 1969, acte de cannibalisme par excellence).

Comme nous le conseille la conférencière, attardons-nous dans la dernière salle de l'expo : **effrayante, comme l'est l'inconscient**. Le « ça », énergie créatrice venue du tréfonds des pulsions d'Eros et de Thanatos. On y admire des objets « terribles »⁴ dotés d'une puissance magique, dont les surréalistes étaient friands. Ainsi, le « Boli », matrice en bois à figure humaine, enveloppée de multiples couches de tissu et de bouillie de mil, qui représente le degré suprême de la puissance magique, que seuls les initiés ont le droit d'approcher.

La puissance, symbole de vie et de sens. Comme les artistes anonymes non occidentaux reconnus pour l'intense vitalité de leurs créations, Picasso veut créer du vivant, de l'objet incarné, même dans ses assemblages insolites (un guidon et une selle de vélo deviennent tête



de taureau. Tel « l'artiste noir qui, lui, nous montre toujours ce qu'il sait et non ce qu'il voit »⁵ (« Figure du reliquaire Kota »), Picasso veut « signifier plutôt que décrire, traduire une présence plutôt que créer une image, chercher la vérité plutôt que la ressemblance »⁶. « Le primitif ne s'entend plus alors comme un stade de non-développement, mais comme l'accès aux couches les plus profondes, intimes et fondatrices de l'humain »⁷.

Monique Couratier

1. Exposition « Picasso primitif », Musée du quai Branly-Jacques Chirac (Paris), 28 mars-23 juillet 2017.
2. Expression générique pour parler des arts dits primitifs.
3. Yves Le Fur, Commissaire général de l'exposition « Picasso primitif ».
4. Michel Leiris (190-1990), écrivain, poète, ethnologue français.
5. Daniel-Henry Kahnweiler, marchand de Picasso, dans un article paru dans *Présence africaine*, Paris, 1948.
6. Daphné Bétard, « Le corps sans tabou ni pudeur », *Picasso primitif*, Paris, Éditions Beaux-Arts, 2017.
7. Yves Le Fur, *idem*.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

7, place de Fontenoy
75732 Paris 07 SP

Numéros utiles

UNESCO

Pensions et assurance maladie (HRM/SAC/P)

Pensions
Emma Boitet 01 45 68 20 55

Caisse d'assurance maladie

Anne-Claire Long 01 45 68 08 30

Services médical et social (HRM/MDS/SOC)

Médecin Chef : Dr Bruno Cordier 01 45 68 08 72

Service médical bureau 2.099

Service social bureau 2.107

Assistante sociale 01 45 68 08 51

Consultation notariale 01 45 68 08 51

Remboursements médicaux (CAM/Cigna)

CAM/MSH International
Courriel unescoeurope@msh-intl.com
Toll Free Line : +33 (0)1 44 20 30 57
Tél : (00) 800 08 63 72 60

AIPU - Association internationale du personnel
de l'UNESCO 01 45 68 09 99 / 49 61 / 49 62

STU - Syndicat du personnel
de l'UNESCO 01 45 68 25 84 / 85 / 86

UCA - Association
de la communauté UNESCO 01 45 68 47 48 / 46 76

Caisse commune des pensions
du personnel des Nations Unies, Bureau de Genève,
s/c Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse.
Téléphone + 41 (0) 22 928 8800
Télécopie + 41 (0) 22 928 9099
Courriel UNJSPF.GVA@UNJSPF.ORG

AAFU / AFUS

Président 01 45 68 46 50

Accueil des permanences 01 45 68 46 53

Secrétariat 01 45 68 46 55

Courriel afus@unesco.org

Website www.afus-unesco.org

Trésorerie 01 45 68 46 52

Courriel afus.tresorerie@afus.unesco.org

Pension et fiscalité 01 45 68 46 53

Solidarité / CAM / Mutuelles 01 45 68 46 53

Courriel afus.solidarité@unesco.org

Activités culturelles 01 45 68 46 54

Courriel afus.loisirs@unesco.org

Fontenoy

Unité de l'épargne : G.053 01 45 68 23 00

Unité des prêts G.048 01 45 68 23 10

Télécopie 01 45 68 57 70

Courriel sepu@unesco.org

Bureaux de la Société Générale

Fontenoy 01 53 69 55 60 / 61 / 65

Miollis 01 44 38 79 20 / 21 / 22

Mutuelles

AG2R (MAI : Medical Administrators International)

37, rue Anatole France,
92532 Levallois-Perret Cedex, France
Alain Bouquet 06 43 27 55 99
Téléphone +33 (0)1 77 68 01 60
Télécopie +33 (0)1 77 68 01 68
Courriel contact@medical-administrators.com

DYNAFI (MAI) : même adresse, même courriel

HENNER-GMC : Unité de gestion n° UG11

14, Bd du Général Leclerc, CS20058,
92527 Neuilly-sur-Seine Cedex +33 (0)1 55 62 53 76
Télécopie +33 (0)1 52 25 22 74
Courriel ug11@henner.com

HUMANIS (ex IONIS/APRIONIS) Groupe Horizon,

24, rue Labouret, 92700 Colombes
Téléphone 01 47 80 73 08
Mme Bourgel : le mardi de 12h30 à 14h à Bonvin :
bur. R9bis, poste 84962 (AIPU)
le vendredi de 14h30 à 17h à Fontenoy :
bur. 2106, poste 80848

Télécopie 01 42 42 26 14

Courriel m.bourgel@groupehorizon.fr